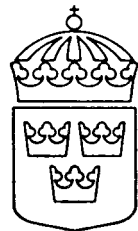


Sveriges internationella överenskommelser



ISSN 1102-3716

Utgiven av Utrikesdepartementet

SÖ 1997: 49

Nr 49

Internationell konvention för skydd av växtförädlingsprodukter av den 2 december 1961, reviderad i Genève den 10 november 1972, den 23 oktober 1978 och den 19 mars 1991 (SÖ 1971: 49, SÖ 1974: 109 och SÖ 1982: 79)

Genève den 19 mars 1991

Regeringen beslutade den 31 oktober 1991 att underteckna konventionen. Sverige undertecknade konventionen den 17 december 1991. Den 13 november 1997 beslutade regeringen att ratificera konventionen och den 18 december 1997 deponerades ratifikationsinstrumentet hos generalsekreteraren vid Internationella unionen för skydd av växtförädlingsprodukter (UPOV).

Konventionen har inte trätt i kraft.

Riksdagsbehandling. Prop. 1996/97: 128, bet. 1996/97: LU20, rskr. 1996/97: 245.

SFS 1997: 306.

**Convention internationale pour la protection
des obtentions végétales du 2 décembre 1961,
révisée à Genève le 10 novembre 1972,
le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991**

Liste des articles

Chapitre premier : Définitions

Article premier : Définitions

Chapitre II : Obligations générales des Parties contractantes

Article 2 : Obligation fondamentale des Parties contractantes

Article 3 : Genres et espèces devant être protégés

Article 4 : Traitement national

Chapitre III : Conditions de l'octroi d'un droit d'obtenteur

Article 5 : Conditions de la protection

Article 6 : Nouveauté

Article 7 : Distinction

Article 8 : Homogénéité

Article 9 : Stabilité

Chapitre IV : Demande d'octroi du droit d'obtenteur

Article 10 : Dépôt de demandes

Article 11 : Droit de priorité

Article 12 : Examen de la demande

Article 13 : Protection provisoire

Chapitre V : Les droits de l'obtenteur

Article 14 : Etendue du droit d'obtenteur

Article 15 : Exceptions au droit d'obtenteur

Article 16 : Epuisement du droit d'obtenteur

Article 17 : Limitation de l'exercice du droit d'obtenteur

Article 18 : Réglementation économique

Article 19 : Durée du droit d'obtenteur

Chapitre VI :	Dénomination de la variété
<i>Article 20 :</i>	Dénomination de la variété
Chapitre VII :	Nullité et déchéance du droit d'obtenteur
<i>Article 21 :</i>	Nullité du droit d'obtenteur
<i>Article 22 :</i>	Déchéance de l'obtenteur
Chapitre VIII :	L'Union
<i>Article 23 :</i>	Membres
<i>Article 24 :</i>	Statut juridique et siège
<i>Article 25 :</i>	Organes
<i>Article 26 :</i>	Le Conseil
<i>Article 27 :</i>	Le Bureau de l'Union
<i>Article 28 :</i>	Langues
<i>Article 29 :</i>	Finances
Chapitre IX :	Application de la Convention; autres accords
<i>Article 30 :</i>	Application de la Convention
<i>Article 31 :</i>	Relations entre les Parties contractantes et les Etats liés par des Actes antérieurs
<i>Article 32 :</i>	Arrangements particuliers
Chapitre X :	Dispositions finales
<i>Article 33 :</i>	Signature
<i>Article 34 :</i>	Ratification, acceptation ou approbation; adhésion
<i>Article 35 :</i>	Réserves
<i>Article 36 :</i>	Communications concernant les législations et les genres et espèces protégés; renseignements à publier
<i>Article 37 :</i>	Entrée en vigueur; impossibilité d'adhérer aux Actes antérieurs
<i>Article 38 :</i>	Révision de la Convention
<i>Article 39 :</i>	Dénonciation de la Convention
<i>Article 40 :</i>	Maintien des droits acquis
<i>Article 41 :</i>	Original et textes officiels de la Convention
<i>Article 42 :</i>	Fonctions du dépositaire

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITIONS

Article premier

Définitions

Aux fins du présent Acte :

i) on entend par «la présente Convention» le présent Acte (de 1991) de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales;

ii) on entend par «Acte de 1961/1972» la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961 modifiée par l'Acte additionnel du 10 novembre 1972;

iii) on entend par «Acte de 1978» l'Acte du 23 octobre 1978 de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales;

iv) on entend par «obteneur»

- la personne qui a créé ou qui a découvert et mis au point une variété,
- la personne qui est l'employeur de la personne précitée ou qui a commandé son travail, lorsque la législation de la Partie contractante en cause prévoit que le droit d'obteneur lui appartient, ou
- l'ayant droit ou l'ayant cause de la première ou de la deuxième personne précitée, selon le cas;

v) on entend par «droit d'obteneur» le droit de l'obteneur prévu dans la présente Convention;

vi) on entend par «variété» un ensemble végétal d'un taxon botanique du rang le plus bas connu qui, qu'il réponde ou non pleinement aux conditions pour l'octroi d'un droit d'obteneur, peut être

- défini par l'expression des caractères résultant d'un certain génotype ou d'une certaine combinaison de génotypes,
- distingué de tout autre ensemble végétal par l'expression d'au moins un desdits caractères et
- considéré comme une entité eu égard à son aptitude à être reproduit conforme;

vii) on entend par «Partie contractante» un Etat, ou une organisation intergouvernementale, partie à la présente Convention;

viii) on entend par «territoire», en relation avec une Partie contractante, lorsque celle-ci est un Etat, le territoire de cet Etat et, lorsque celle-ci est une organisation intergouvernementale, le territoire sur lequel s'applique le traité constitutif de cette organisation intergouvernementale;

ix) on entend par «service» le service visé à l'article 30.1)ii);

x) on entend par «Union» l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales fondée par l'Acte de 1961 et mentionnée dans l'Acte de 1972, dans l'Acte de 1978 et dans la présente Convention;

xi) on entend par «membre de l'Union» un Etat partie à l'Acte de 1961/1972 ou à l'Acte de 1978, ou une Partie contractante.

CHAPITRE II

OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 2

Obligation fondamentale des Parties contractantes

Chaque Partie contractante octroie des droits d'obtenteur et les protège.

Article 3

Genres et espèces devant être protégés

1) [*Etats déjà membres de l'Union*] Chaque Partie contractante qui est liée par l'Acte de 1961/1972 ou par l'Acte de 1978 applique les dispositions de la présente Convention,

i) à la date à laquelle elle devient liée par la présente Convention, à tous les genres et espèces végétaux auxquels elle applique, à cette date, les dispositions de l'Acte de 1961/1972 ou de l'Acte de 1978 et,

ii) au plus tard à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de cette date, à tous les genres et espèces végétaux.

2) [*Nouveaux membres de l'Union*] Chaque Partie contractante qui n'est pas liée par l'Acte de 1961/1972 ou par l'Acte de 1978 applique les dispositions de la présente Convention,

i) à la date à laquelle elle devient liée par la présente Convention, à au moins 15 genres ou espèces végétaux et,

ii) au plus tard à l'expiration d'un délai de 10 ans à compter de cette date, à tous les genres et espèces végétaux.

Article 4

Traitement national

1) [*Traitement*] Les nationaux d'une Partie contractante ainsi que les personnes physiques ayant leur domicile sur le territoire de cette Partie contractante et les personnes morales ayant leur siège sur ledit territoire jouissent, sur le territoire de chacune des autres Parties contractantes, en ce qui concerne l'octroi et la protection des droits d'obtenteur, du traitement que les lois de cette autre Partie contractante accordent ou accorderont par la suite à ses nationaux, le tout sans préjudice des droits prévus par la présente Convention et sous réserve de l'accomplissement par lesdits nationaux et lesdites personnes physiques ou morales des conditions et formalités imposées aux nationaux de ladite autre Partie contractante.

2) [*«Nationaux»*] Aux fins du paragraphe précédent on entend par «nationaux», lorsque la Partie contractante est un Etat, les nationaux de cet Etat et, lorsque la Partie contractante est une organisation intergouvernementale, les nationaux de l'un quelconque de ses Etats membres.

CHAPITRE III

CONDITIONS DE L'OCTROI D'UN DROIT D'OBTENTEUR

Article 5

Conditions de la protection

1) [*Critères à remplir*] Le droit d'obtenteur est octroyé lorsque la variété est

- i) nouvelle,
- ii) distincte,
- iii) homogène et
- iv) stable.

2) [*Autres conditions*] L'octroi du droit d'obtenteur ne peut dépendre de conditions supplémentaires ou différentes de celles mentionnées ci-dessus, sous réserve que la variété soit désignée par une dénomination conformément aux dispositions de l'article 20, que l'obtenteur ait satisfait aux formalités prévues par la législation de la Partie contractante auprès du service de laquelle la demande a été déposée et qu'il ait payé les taxes dues.

Article 6

Nouveauté

1) [*Critères*] La variété est réputée nouvelle si, à la date de dépôt de la demande de droit d'obtenteur, du matériel de reproduction ou de multiplication végétative ou un produit de récolte de la variété n'a pas été vendu ou remis à des tiers d'une autre manière, par l'obtenteur ou avec son consentement, aux fins de l'exploitation de la variété

- i) sur le territoire de la Partie contractante auprès de laquelle la demande a été déposée, depuis plus d'un an et
- ii) sur un territoire autre que celui de la Partie contractante auprès de laquelle la demande a été déposée, depuis plus de quatre ans ou, dans le cas des arbres et de la vigne, depuis plus de six ans.

2) [*Variétés de création récente*] Lorsqu'une Partie contractante applique la présente Convention à un genre végétal auquel

ou une espèce végétale à laquelle il n'appliquait pas précédemment la présente Convention ou un Acte antérieur, elle peut considérer qu'une variété de création récente existant à la date de cette extension de la protection satisfait à la condition de nouveauté définie au paragraphe 1) même si la vente ou la remise à des tiers décrite dans ledit paragraphe a eu lieu avant les délais définis dans ledit paragraphe.

3) [*«Territoires» dans certains cas*] Aux fins du paragraphe 1), les Parties contractantes qui sont des Etats membres d'une seule et même organisation intergouvernementale peuvent, lorsque les règles de cette organisation le requièrent, agir conjointement pour assimiler les actes accomplis sur les territoires des Etats membres de cette organisation à des actes accomplis sur leur propre territoire; elles notifient, le cas échéant, cette assimilation au Secrétaire général.

Article 7

Distinction

La variété est réputée distincte si elle se distingue nettement de toute autre variété dont l'existence, à la date de dépôt de la demande, est notoirement connue. En particulier, le dépôt, dans tout pays, d'une demande d'octroi d'un droit d'obtenteur pour une autre variété ou d'inscription d'une autre variété sur un registre officiel de variétés est réputé rendre cette autre variété notoirement connue à partir de la date de la demande, si celle-ci aboutit à l'octroi du droit d'obtenteur ou à l'inscription de cette autre variété sur le registre officiel de variétés, selon le cas.

Article 8

Homogénéité

La variété est réputée homogène si elle est suffisamment uniforme dans ses caractères pertinents, sous réserve de la variation prévisible compte tenu des particularités de sa reproduction sexuée ou de sa multiplication végétative.

Article 9**Stabilité**

La variété est réputée stable si ses caractères pertinents restent inchangés à la suite de ses reproductions ou multiplications successives, ou, en cas de cycle particulier de reproductions ou de multiplications, à la fin de chaque cycle.

CHAPITRE IV**DEMANDE D'OCTROI DU DROIT D'OBTENTEUR****Article 10****Dépôt de demandes**

1) [*Lieu de la première demande*] L'obtenteur a la faculté de choisir la Partie contractante auprès du service de laquelle il désire déposer sa première demande de droit d'obtenteur.

2) [*Date des demandes subséquentes*] L'obtenteur peut demander l'octroi d'un droit d'obtenteur auprès des services des autres Parties contractantes sans attendre qu'un droit d'obtenteur lui ait été délivré par le service de la Partie contractante qui a reçu la première demande.

3) [*Indépendance de la protection*] Aucune Partie contractante ne peut refuser d'octroyer un droit d'obtenteur ou limiter sa durée au motif que la protection n'a pas été demandée pour la même variété, a été refusée ou est expirée dans un autre Etat ou une autre organisation intergouvernementale.

Article 11**Droit de priorité**

1) [*Le droit; sa durée*] L'obtenteur qui a régulièrement fait le dépôt d'une demande de protection d'une variété auprès de l'une des Parties contractantes («première demande») jouit, pour effec-

tuer le dépôt d'une demande d'octroi d'un droit d'obtenteur pour la même variété auprès du service d'une autre Partie contractante («demande subséquente»), d'un droit de priorité pendant un délai de 12 mois. Ce délai est compté à partir de la date du dépôt de la première demande. Le jour du dépôt n'est pas compris dans ce délai.

2) [*Revendication du droit*] Pour bénéficier du droit de priorité, l'obtenteur doit, dans la demande subséquente, revendiquer la priorité de la première demande. Le service auprès duquel la demande subséquente a été déposée peut exiger du demandeur qu'il fournisse, dans un délai qui ne peut être inférieur à trois mois à compter de la date de dépôt de la demande subséquente, une copie des documents qui constituent la première demande, certifiée conforme par le service auprès duquel elle aura été déposée, ainsi que des échantillons ou toute autre preuve que la variété qui fait l'objet des deux demandes est la même.

3) [*Documents et matériel*] L'obtenteur bénéficiera d'un délai de deux ans après l'expiration du délai de priorité ou, lorsque la première demande est rejetée ou retirée, d'un délai approprié à compter du rejet ou du retrait pour fournir au service de la Partie contractante auprès duquel il a déposé la demande subséquente, tout renseignement, document ou matériel requis par les lois de cette Partie contractante en vue de l'examen prévu à l'article 12.

4) [*Événements survenant durant le délai de priorité*] Les événements survenant dans le délai fixé au paragraphe 1), tels que le dépôt d'une autre demande, ou la publication ou l'utilisation de la variété qui fait l'objet de la première demande, ne constituent pas un motif de rejet de la demande subséquente. Ces événements ne peuvent pas non plus faire naître de droit de tiers.

Article 12

Examen de la demande

La décision d'octroyer un droit d'obtenteur exige un examen de la conformité aux conditions prévues aux articles 5 à 9. Dans le cadre de cet examen, le service peut mettre la variété en culture ou effectuer les autres essais nécessaires, faire effectuer la mise

en culture ou les autres essais nécessaires, ou prendre en compte les résultats des essais en culture ou d'autres essais déjà effectués. En vue de cet examen, le service peut exiger de l'obteneur tout renseignement, document ou matériel nécessaire.

Article 13

Protection provisoire

Chaque Partie contractante prend des mesures destinées à sauvegarder les intérêts de l'obteneur pendant la période comprise entre le dépôt de la demande d'octroi d'un droit d'obteneur ou sa publication et l'octroi du droit. Au minimum, ces mesures auront pour effet que le titulaire d'un droit d'obteneur aura droit à une rémunération équitable perçue auprès de celui qui, dans l'intervalle précité, a accompli des actes qui, après l'octroi du droit, requièrent l'autorisation de l'obteneur conformément aux dispositions de l'article 14. Une Partie contractante peut prévoir que lesdites mesures ne prendront effet qu'à l'égard des personnes auxquelles l'obteneur aura notifié le dépôt de la demande.

CHAPITRE V

LES DROITS DE L'OBTENEUR

Article 14

Etendue du droit d'obteneur

1) [*Actes à l'égard du matériel de reproduction ou de multiplication*] a) Sous réserve des articles 15 et 16, l'autorisation de l'obteneur est requise pour les actes suivants accomplis à l'égard du matériel de reproduction ou de multiplication de la variété protégée :

- i) la production ou la reproduction,
- ii) le conditionnement aux fins de la reproduction ou de la multiplication,
- iii) l'offre à la vente,
- iv) la vente ou toute autre forme de commercialisation,

- v) l'exportation,
- vi) l'importation,
- vii) la détention à l'une des fins mentionnées aux points i) à vi) ci-dessus.

b) L'obteneur peut subordonner son autorisation à des conditions et à des limitations.

2) [*Actes à l'égard du produit de la récolte*] Sous réserve des articles 15 et 16, l'autorisation de l'obteneur est requise pour les actes mentionnés aux points i) à vii) du paragraphe 1)a) accomplis à l'égard du produit de la récolte, y compris des plantes entières et des parties de plantes, obtenu par utilisation non autorisée de matériel de reproduction ou de multiplication de la variété protégée, à moins que l'obteneur ait raisonnablement pu exercer son droit en relation avec ledit matériel de reproduction ou de multiplication.

3) [*Actes à l'égard de certains produits*] Chaque Partie contractante peut prévoir que, sous réserve des articles 15 et 16, l'autorisation de l'obteneur est requise pour les actes mentionnés aux points i) à vii) du paragraphe 1)a) accomplis à l'égard des produits fabriqués directement à partir d'un produit de récolte de la variété protégée couvert par les dispositions du paragraphe 2) par utilisation non autorisée dudit produit de récolte, à moins que l'obteneur ait raisonnablement pu exercer son droit en relation avec ledit produit de récolte.

4) [*Actes supplémentaires éventuels*] Chaque Partie contractante peut prévoir que, sous réserve des articles 15 et 16, l'autorisation de l'obteneur est également requise pour des actes autres que ceux mentionnés aux points i) à vii) du paragraphe 1)a).

5) [*Variétés dérivées et certaines autres variétés*] a) Les dispositions des paragraphes 1) à 4) s'appliquent également

i) aux variétés essentiellement dérivées de la variété protégée, lorsque celle-ci n'est pas elle-même une variété essentiellement dérivée,

ii) aux variétés qui ne se distinguent pas nettement de la variété protégée conformément à l'article 7 et

iii) aux variétés dont la production nécessite l'emploi répété de la variété protégée.

b) Aux fins du sous-alinéa a)i) une variété est réputée essentiellement dérivée d'une autre variété («variété initiale») si

i) elle est principalement dérivée de la variété initiale, ou d'une variété qui est elle-même principalement dérivée de la variété initiale, tout en conservant les expressions des caractères essentiels qui résultent du génotype ou de la combinaison de génotypes de la variété initiale,

ii) elle se distingue nettement de la variété initiale et

iii) sauf en ce qui concerne les différences résultant de la dérivation, elle est conforme à la variété initiale dans l'expression des caractères essentiels qui résultent du génotype ou de la combinaison de génotypes de la variété initiale.

c) Les variétés essentiellement dérivées peuvent être obtenues, par exemple, par sélection d'un mutant naturel ou induit ou d'un variant somaclonal, sélection d'un individu variant parmi les plantes de la variété initiale, rétrocroisements ou transformation par génie génétique.

Article 15

Exceptions au droit d'obtenteur

1) [*Exceptions obligatoires*] Le droit d'obtenteur ne s'étend pas

i) aux actes accomplis dans un cadre privé à des fins non commerciales,

ii) aux actes accomplis à titre expérimental et

iii) aux actes accomplis aux fins de la création de nouvelles variétés ainsi que, à moins que les dispositions de l'article 14.5) ne soient applicables, aux actes mentionnés à l'article 14.1) à 4) accomplis avec de telles variétés.

2) [*Exception facultative*] En dérogation des dispositions de l'article 14, chaque Partie contractante peut, dans des limites raisonnables et sous réserve de la sauvegarde des intérêts légitimes de l'obtenteur, restreindre le droit d'obtenteur à l'égard de toute variété afin de permettre aux agriculteurs d'utiliser à des fins de reproduction ou de multiplication, sur leur propre exploitation, le produit de la récolte qu'ils ont obtenu par la mise en culture, sur leur propre exploitation, de la variété protégée ou d'une variété visée à l'article 14.5)a)i) ou ii).

Article 16

Epuisement du droit d'obtenteur

1) [*Epuisement du droit*] Le droit d'obtenteur ne s'étend pas aux actes concernant du matériel de sa variété ou d'une variété visée à l'article 14.5) qui a été vendu ou commercialisé d'une autre manière sur le territoire de la Partie contractante concernée par l'obtenteur ou avec son consentement, ou du matériel dérivé dudit matériel, à moins que ces actes

i) impliquent une nouvelle reproduction ou multiplication de la variété en cause ou

ii) impliquent une exportation de matériel de la variété permettant de reproduire la variété vers un pays qui ne protège pas les variétés du genre végétal ou de l'espèce végétale dont la variété fait partie, sauf si le matériel exporté est destiné à la consommation.

2) [*Sens de «matériel»*] Aux fins du paragraphe 1) on entend par «matériel», en relation avec une variété,

i) le matériel de reproduction ou de multiplication végétative, sous quelque forme que ce soit,

ii) le produit de la récolte, y compris les plantes entières et les parties de plantes, et

iii) tout produit fabriqué directement à partir du produit de la récolte.

3) [*«Territoires» dans certains cas*] Aux fins du paragraphe 1), les Parties contractantes qui sont des États membres d'une seule et même organisation intergouvernementale peuvent, lorsque les règles de cette organisation le requièrent, agir conjointement pour assimiler les actes accomplis sur les territoires des États membres de cette organisation à des actes accomplis sur leur propre territoire; elles notifient, le cas échéant, cette assimilation au Secrétaire général.

Article 17

Limitation de l'exercice du droit d'obtenteur

1) [*Intérêt public*] Sauf disposition expresse prévue dans la présente Convention, aucune Partie contractante ne peut limiter

le libre exercice d'un droit d'obtenteur autrement que pour des raisons d'intérêt public.

2) [*Rémunération équitable*] Lorsqu'une telle limitation a pour effet de permettre à un tiers d'accomplir l'un quelconque des actes pour lesquels l'autorisation de l'obtenteur est requise, la Partie contractante intéressée doit prendre toutes mesures nécessaires pour que l'obtenteur reçoive une rémunération équitable.

Article 18

Réglementation économique

Le droit d'obtenteur est indépendant des mesures adoptées par une Partie contractante en vue de réglementer sur son territoire la production, le contrôle et la commercialisation du matériel des variétés, ou l'importation et l'exportation de ce matériel. En tout état de cause, ces mesures ne devront pas porter atteinte à l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 19

Durée du droit d'obtenteur

1) [*Durée de la protection*] Le droit d'obtenteur est accordé pour une durée définie.

2) [*Durée minimale*] Cette durée ne peut être inférieure à 20 années, à compter de la date d'octroi du droit d'obtenteur. Pour les arbres et la vigne, cette durée ne peut être inférieure à 25 années, à compter de cette date.

CHAPITRE VI DÉNOMINATION DE LA VARIÉTÉ

Article 20

Dénomination de la variété

1) [*Désignation des variétés par des dénominations; utilisation de la dénomination*] a) La variété sera désignée par une dénomination destinée à être sa désignation générique.

b) Chaque Partie contractante s'assure que, sous réserve du paragraphe 4), aucun droit relatif à la désignation enregistrée comme la dénomination de la variété n'entrave la libre utilisation de la dénomination en relation avec la variété, même après l'expiration du droit d'obtenteur.

2) [*Caractéristiques de la dénomination*] La dénomination doit permettre d'identifier la variété. Elle ne peut se composer uniquement de chiffres sauf lorsque c'est une pratique établie pour désigner des variétés. Elle ne doit pas être susceptible d'induire en erreur ou de prêter à confusion sur les caractéristiques, la valeur ou l'identité de la variété ou sur l'identité de l'obtenteur. Elle doit notamment être différente de toute dénomination qui désigne, sur le territoire de l'une quelconque des Parties contractantes, une variété préexistante de la même espèce végétale ou d'une espèce voisine.

3) [*Enregistrement de la dénomination*] La dénomination de la variété est proposée par l'obtenteur auprès du service. S'il est avéré que cette dénomination ne répond pas aux exigences du paragraphe 2), le service refuse de l'enregistrer et exige que l'obtenteur propose, dans un délai prescrit, une autre dénomination. La dénomination est enregistrée par celui-ci en même temps qu'est octroyé le droit d'obtenteur.

4) [*Droits antérieurs des tiers*] Il n'est pas porté atteinte aux droits antérieurs des tiers. Si, en vertu d'un droit antérieur, l'utilisation de la dénomination d'une variété est interdite à une personne qui, conformément aux dispositions du paragraphe 7), est obligée de l'utiliser, le service exige que l'obtenteur propose une autre dénomination pour la variété.

5) [*Même dénomination dans toutes les Parties contractantes*] Une variété ne peut faire l'objet de demandes d'octroi d'un droit d'obtenteur auprès des Parties contractantes que sous la même dénomination. Le service de chaque Partie contractante est tenu d'enregistrer la dénomination ainsi proposée, à moins qu'il ne constate la non-convenance de cette dénomination sur le territoire de cette Partie contractante. Dans ce cas, il exige que l'obtenteur propose une autre dénomination.

6) [*Information mutuelle des services des Parties contractantes*] Le service d'une Partie contractante doit assurer la communication aux services des autres Parties contractantes des informations relatives aux dénominations variétales, notamment de la proposition, de l'enregistrement et de la radiation de dénominations. Tout service peut transmettre ses observations éventuelles sur l'enregistrement d'une dénomination au service qui a communiqué cette dénomination.

7) [*Obligation d'utiliser la dénomination*] Celui qui, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, procède à la mise en vente ou à la commercialisation du matériel de reproduction ou de multiplication végétative d'une variété protégée sur ledit territoire est tenu d'utiliser la dénomination de cette variété, même après l'expiration du droit d'obtenteur relatif à cette variété, pour autant que, conformément aux dispositions du paragraphe 4), des droits antérieurs ne s'opposent pas à cette utilisation.

8) [*Indications utilisées en association avec des dénominations*] Lorsqu'une variété est offerte à la vente ou commercialisée, il est permis d'associer une marque de fabrique ou de commerce, un nom commercial ou une indication similaire, à la dénomination variétale enregistrée. Si une telle indication est ainsi associée, la dénomination doit néanmoins être facilement reconnaissable.

CHAPITRE VII

NULLITÉ ET DÉCHÉANCE DU DROIT D'OBTENTEUR

Article 21

Nullité du droit d'obteneur

1) [*Motifs de nullité*] Chaque Partie contractante déclare nul un droit d'obteneur qu'elle a octroyé s'il est avéré

i) que les conditions fixées aux articles 6 et 7 n'étaient pas effectivement remplies lors de l'octroi du droit d'obteneur,

ii) que, lorsque l'octroi du droit d'obteneur a été essentiellement fondé sur les renseignements et documents fournis par l'obteneur, les conditions fixées aux articles 8 et 9 n'étaient pas effectivement remplies lors de l'octroi du droit d'obteneur, ou

iii) que le droit d'obteneur a été octroyé à une personne qui n'y avait pas droit, à moins qu'il ne soit transféré à la personne qui y a droit.

2) [*Exclusion de tout autre motif*] Aucun droit d'obteneur ne peut être annulé pour d'autres motifs que ceux mentionnés au paragraphe 1).

Article 22

Déchéance de l'obteneur

1) [*Motifs de déchéance*] a) Chaque Partie contractante peut déchoir l'obteneur du droit qu'elle lui a octroyé s'il est avéré que les conditions fixées aux articles 8 et 9 ne sont plus effectivement remplies.

b) En outre, chaque Partie contractante peut déchoir l'obteneur du droit qu'elle lui a octroyé si, dans un délai prescrit et après mise en demeure,

i) l'obteneur ne présente pas au service les renseignements, documents ou matériel jugés nécessaires au contrôle du maintien de la variété,

ii) l'obteneur n'a pas acquitté les taxes dues, le cas échéant, pour le maintien en vigueur de son droit, ou

iii) l'obteneur ne propose pas, en cas de radiation de la dénomination de la variété après l'octroi du droit, une autre dénomination qui convienne.

2) [*Exclusion de tout autre motif*] Aucun obteneur ne peut être déchu de son droit pour d'autres motifs que ceux mentionnés au paragraphe 1).

CHAPITRE VIII

L'UNION

Article 23

Membres

Les Parties contractantes sont membres de l'Union.

Article 24

Statut juridique et siège

1) [*Personnalité juridique*] L'Union a la personnalité juridique.

2) [*Capacité juridique*] L'Union jouit, sur le territoire de chaque Partie contractante, conformément aux lois applicables sur ledit territoire, de la capacité juridique nécessaire pour atteindre son but et exercer ses fonctions.

3) [*Siège*] Le siège de l'Union et de ses organes permanents est à Genève.

4) [*Accord de siège*] L'Union a un accord de siège avec la Confédération suisse.

Article 25

Organes

Les organes permanents de l'Union sont le Conseil et le Bureau de l'Union.

Article 26

Le Conseil

1) [*Composition*] Le Conseil est composé des représentants des membres de l'Union. Chaque membre de l'Union nomme un représentant au Conseil et un suppléant. Les représentants ou suppléants peuvent être accompagnés d'adjoints ou de conseillers.

2) [*Président et vice-présidents*] Le Conseil élit parmi ses membres un Président et un premier Vice-président. Il peut élire d'autres vice-présidents. Le premier Vice-président remplace de droit le Président en cas d'empêchement. La durée du mandat du Président est de trois ans.

3) [*Sessions*] Le Conseil se réunit sur convocation de son Président. Il tient une session ordinaire une fois par an. En outre, le Président peut réunir le Conseil à son initiative; il doit le réunir dans un délai de trois mois quand un tiers au moins des membres de l'Union en a fait la demande.

4) [*Observateurs*] Les Etats non membres de l'Union peuvent être invités aux réunions du Conseil à titre d'observateurs. A ces réunions peuvent également être invités d'autres observateurs, ainsi que des experts.

5) [*Missions du Conseil*] Les missions du Conseil sont les suivantes :

- i) étudier les mesures propres à assurer la sauvegarde et à favoriser le développement de l'Union;
- ii) établir son règlement intérieur;
- iii) nommer le Secrétaire général et, s'il l'estime nécessaire, un Secrétaire général adjoint; fixer les conditions de leur engagement;

- iv) examiner le rapport annuel d'activité de l'Union et établir le programme des travaux futurs de celle-ci;
- v) donner au Secrétaire général toutes directives nécessaires à l'accomplissement des tâches de l'Union;
- vi) établir le règlement administratif et financier de l'Union;
- vii) examiner et approuver le budget de l'Union et fixer la contribution de chaque membre de l'Union;
- viii) examiner et approuver les comptes présentés par le Secrétaire général;
- ix) fixer la date et le lieu des conférences prévues par l'article 38 et prendre les mesures nécessaires à leur préparation;
- x) d'une manière générale, prendre toutes décisions en vue du bon fonctionnement de l'Union.

6) [*Nombre de voix*] a) Chaque membre de l'Union qui est un Etat dispose d'une voix au Conseil.

b) Toute Partie contractante qui est une organisation intergouvernementale peut, sur des questions de sa compétence, exercer les droits de vote de ses Etats membres qui sont membres de l'Union. Une telle organisation intergouvernementale ne peut exercer les droits de vote de ses Etats membres si ses Etats membres exercent leur droit de vote, et vice versa.

7) [*Majorités*] Toute décision du Conseil est prise à la majorité simple des suffrages exprimés; toutefois, toute décision du Conseil en vertu des paragraphes 5)ii), vi) et vii) et en vertu des articles 28.3), 29.5)b) et 38.1) est prise à la majorité des trois quarts des suffrages exprimés. L'abstention n'est pas considérée comme vote.

Article 27

Le Bureau de l'Union

1) [*Missions et direction du Bureau*] Le Bureau de l'Union exécute toutes les missions qui lui sont confiées par le Conseil. Il est dirigé par le Secrétaire général.

2) [*Missions du Secrétaire général*] Le Secrétaire général est responsable devant le Conseil; il assure l'exécution des décisions

du Conseil. Il soumet le budget à l'approbation du Conseil et en assure l'exécution. Il lui présente des rapports sur sa gestion et sur les activités et la situation financière de l'Union.

3) [*Personnel*] Sous réserve des dispositions de l'article 26.5)iii), les conditions de nomination et d'emploi des membres du personnel nécessaire au bon fonctionnement du Bureau de l'Union sont fixées par le règlement administratif et financier.

Article 28

Langues

1) [*Langues du Bureau*] Les langues française, allemande, anglaise et espagnole sont utilisées par le Bureau de l'Union dans l'accomplissement de ses missions.

2) [*Langues dans certaines réunions*] Les réunions du Conseil ainsi que les conférences de révision se tiennent en ces quatre langues.

3) [*Autres langues*] Le Conseil peut décider que d'autres langues seront utilisées.

Article 29

Finances

- 1) [*Recettes*] Les dépenses de l'Union sont couvertes
- i) par les contributions annuelles des Etats membres de l'Union,
 - ii) par la rémunération des prestations de services,
 - iii) par des recettes diverses.

2) [*Contributions : unités*] a) La part de chaque Etat membre de l'Union dans le montant total des contributions annuelles est déterminée par référence au montant total des dépenses à couvrir à l'aide des contributions des Etats membres de l'Union et au nombre d'unités de contribution qui lui est applicable aux termes du paragraphe 3). Ladite part est calculée conformément au paragraphe 4).

b) Le nombre des unités de contribution est exprimé en nombres entiers ou en fractions d'unité, aucune fraction ne pouvant être inférieure à un cinquième.

3) [*Contributions : part de chaque membre*] *a)* Le nombre d'unités de contribution applicable à tout membre de l'Union qui est partie à l'Acte de 1961/1972 ou à l'Acte de 1978 à la date à laquelle il devient lié par la présente Convention est le même que celui qui lui était applicable immédiatement avant ladite date.

b) Tout Etat membre de l'Union indique au moment de son accession à l'Union, dans une déclaration adressée au Secrétaire général, le nombre d'unités de contribution qui lui est applicable.

c) Tout Etat membre de l'Union peut, à tout moment, indiquer, dans une déclaration adressée au Secrétaire général, un nombre d'unités de contribution différent de celui qui lui est applicable en vertu des alinéas *a)* ou *b)* ci-dessus. Si elle est faite pendant les six premiers mois d'une année civile, cette déclaration prend effet au début de l'année civile suivante; dans le cas contraire, elle prend effet au début de la deuxième année civile qui suit l'année au cours de laquelle elle est faite.

4) [*Contributions : calcul des parts*] *a)* Pour chaque exercice budgétaire, le montant d'une unité de contribution est égal au montant total des dépenses à couvrir pendant cet exercice à l'aide des contributions des Etats membres de l'Union divisé par le nombre total d'unités applicable à ces Etats membres.

b) Le montant de la contribution de chaque Etat membre de l'Union est égal au montant d'une unité de contribution multiplié par le nombre d'unités applicable à cet Etat membre.

5) [*Arriérés de contributions*] *a)* Un Etat membre de l'Union en retard dans le paiement de ses contributions ne peut — sous réserve des dispositions de l'alinéa *b)* — exercer son droit de vote au Conseil si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui de la contribution dont il est redevable pour la dernière année complète écoulée. La suspension du droit de vote ne libère pas cet Etat membre de ses obligations et ne le prive pas des autres droits découlant de la présente Convention.

b) Le Conseil peut autoriser ledit Etat membre de l'Union à conserver l'exercice de son droit de vote aussi longtemps qu'il estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

6) [*Vérification des comptes*] La vérification des comptes de l'Union est assurée, selon les modalités prévues dans le règlement administratif et financier, par un Etat membre de l'Union. Cet Etat membre est, avec son consentement, désigné par le Conseil.

7) [*Contributions des organisations intergouvernementales*] Toute Partie contractante qui est une organisation intergouvernementale est exemptée du paiement de contributions. Si, néanmoins, elle décide de payer des contributions, les dispositions des paragraphes 1) à 4) seront applicables par analogie.

CHAPITRE IX

APPLICATION DE LA CONVENTION; AUTRES ACCORDS

Article 30

Application de la Convention

1) [*Mesures d'application*] Chaque Partie contractante prend toutes mesures nécessaires pour l'application de la présente Convention et, notamment :

i) prévoit les recours légaux appropriés permettant de défendre efficacement les droits d'obteneur;

ii) établit un service chargé d'octroyer des droits d'obteneur ou charge le service établi par une autre Partie contractante d'octroyer de tels droits;

iii) assure l'information du public par la publication périodique de renseignements sur

- les demandes de droits d'obteneur et les droits d'obteneur délivrés, et
- les dénominations proposées et approuvées.

2) [*Conformité de la législation*] Il est entendu qu'au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, chaque Etat ou organisation intergouverne-

mentale doit être en mesure, conformément à sa législation, de donner effet aux dispositions de la présente Convention.

Article 31

Relations entre les Parties contractantes et les Etats liés par des Actes antérieurs

1) [*Relations entre Etats liés par la présente Convention*] Seule la présente Convention s'applique entre les Etats membres de l'Union qui sont liés à la fois par la présente Convention et par un Acte antérieur de la Convention.

2) [*Possibilité de relations avec des Etats non liés par la présente Convention*] Tout Etat membre de l'Union non lié par la présente Convention peut déclarer, par une notification adressée au Secrétaire général, qu'il appliquera le dernier Acte de la Convention par lequel il est lié dans ses relations avec tout membre de l'Union lié par la présente Convention seulement. Dès l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cette notification et jusqu'à ce que l'Etat membre de l'Union qui a fait la déclaration devienne lié par la présente Convention, ledit membre de l'Union applique le dernier Acte par lequel il est lié dans ses relations avec chacun des membres de l'Union liés par la présente Convention seulement, tandis que celui-ci applique la présente Convention dans ses relations avec celui-là.

Article 32

Arrangements particuliers

Les membres de l'Union se réservent le droit de conclure entre eux des arrangements particuliers pour la protection des variétés, pour autant que ces arrangements ne contreviennent pas aux dispositions de la présente Convention.

CHAPITRE X
DISPOSITIONS FINALES

Article 33

Signature

La présente Convention est ouverte à la signature de tout Etat qui est membre de l'Union le jour de son adoption. Elle est ouverte à la signature jusqu'au 31 mars 1992.

Article 34

Ratification, acceptation ou approbation; adhésion

1) [*Etats et certaines organisations intergouvernementales*] a)
Tout Etat peut, conformément au présent article, devenir partie à la présente Convention.

b) Toute organisation intergouvernementale peut, conformément au présent article, devenir partie à la présente Convention

i) si elle a compétence pour des questions régies par la présente Convention,

ii) si elle a sa propre législation prévoyant l'octroi et la protection de droits d'obteneur liant tous ses Etats membres et

iii) si elle a été dûment autorisée, conformément à ses procédures internes, à adhérer à la présente Convention.

2) [*Instrument d'accession*] Tout Etat qui a signé la présente Convention devient partie à la présente Convention en déposant un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention. Tout Etat qui n'a pas signé la présente Convention ou toute organisation intergouvernementale devient partie à la présente Convention en déposant un instrument d'adhésion à la présente Convention. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général.

3) [*Avis du Conseil*] Tout Etat qui n'est pas membre de l'Union ou toute organisation intergouvernementale demande, avant de déposer son instrument d'adhésion, l'avis du Conseil sur

la conformité de sa législation avec les dispositions de la présente Convention. Si la décision faisant office d'avis est positive, l'instrument d'adhésion peut être déposé.

Article 35

Réserves

1) [*Principe*] Sous réserve des dispositions du paragraphe 2), aucune réserve n'est admise à la présente Convention.

2) [*Exception possible*] a) Nonobstant les dispositions de l'article 3.1), tout Etat qui, au moment où il devient partie à la présente Convention, est partie à l'Acte de 1978 et qui, en ce qui concerne les variétés multipliées par voie végétative, prévoit la protection sous la forme d'un titre de propriété industrielle autre qu'un droit d'obtenteur a la faculté de continuer à la prévoir sans appliquer la présente Convention auxdites variétés.

b) Tout Etat qui se prévaut de cette faculté notifie ce fait au Secrétaire général au moment où il dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention, ou d'adhésion à celle-ci. Cet Etat peut, à tout moment, retirer ladite notification.

Article 36

Communications concernant les législations et les genres et espèces protégés; renseignements à publier

1) [*Notification initiale*] Au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention ou d'adhésion à celle-ci, chaque Etat ou organisation intergouvernementale notifie au Secrétaire général

i) sa législation régissant les droits d'obtenteur et
ii) la liste des genres et espèces végétaux auxquels il appliquera, à la date à laquelle il deviendra lié par la présente Convention, les dispositions de la présente Convention.

2) [*Notification des modifications*] Chaque Partie contractante notifie sans délai au Secrétaire général

i) toute modification de sa législation régissant les droits d'obtenteur et

ii) toute extension de l'application de la présente Convention à d'autres genres et espèces végétaux.

3) [*Publication de renseignements*] Le Secrétaire général publie, sur la base de communications reçus de la Partie contractante concernée, des renseignements sur

i) la législation régissant les droits d'obtenteur et toute modification dans cette législation, et

ii) la liste des genres et espèces végétaux mentionnée au paragraphe 1)ii) et toute extension mentionnée au paragraphe 2)ii).

Article 37

Entrée en vigueur; impossibilité d'adhérer aux Actes antérieurs

1) [*Entrée en vigueur initiale*] La présente Convention entre en vigueur un mois après que cinq Etats ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, sous réserve que trois au moins desdits instruments aient été déposés par des Etats parties à l'Acte de 1961/1972 ou à l'Acte de 1978.

2) [*Entrée en vigueur subséquente*] Tout Etat qui n'est pas touché par le paragraphe 1), ou toute organisation intergouvernementale, devient lié par la présente Convention un mois après la date à laquelle cet Etat ou cette organisation dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

3) [*Impossibilité d'adhérer à l'Acte de 1978*] Aucun instrument d'adhésion à l'Acte de 1978 ne peut être déposé après l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément au paragraphe 1); toutefois, tout Etat qui, selon la pratique de l'Assemblée générale des Nations Unies, est considéré comme un pays en développement peut déposer un tel instrument jusqu'au 31 décembre 1995 et tout autre Etat peut déposer un tel instrument jusqu'au 31 décembre 1993, même si la présente Convention entre en vigueur avant cette date.

Article 38

Révision de la Convention

1) [*Conférence*] La présente Convention peut être révisée par une conférence des membres de l'Union. La convocation d'une telle conférence est décidée par le Conseil.

2) [*Quorum et majorité*] La conférence ne délibère valablement que si la moitié au moins des Etats membres de l'Union y sont représentés. Pour être adopté, un texte révisé de la Convention doit recueillir la majorité des trois quarts des Etats membres de l'Union présents et votants.

Article 39

Dénonciation de la Convention

1) [*Notifications*] Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention par une notification adressée au Secrétaire général. Le Secrétaire général notifie sans délai la réception de cette notification à tous les membres de l'Union.

2) [*Actes antérieurs*] La notification de la dénonciation de la présente Convention est réputée constituer également la notification de la dénonciation de tout Acte antérieur par lequel la Partie contractante dénonçant la présente Convention est liée.

3) [*Date de prise d'effet*] La dénonciation prend effet à l'expiration de l'année civile suivant l'année dans laquelle la notification a été reçue par le Secrétaire général.

4) [*Droits acquis*] La dénonciation ne saurait porter atteinte aux droits acquis, à l'égard d'une variété, en vertu de la présente Convention ou d'un Acte antérieur avant la date à laquelle la dénonciation prend effet.

Article 40

Maintien des droits acquis

La présente Convention ne saurait limiter les droits d'obten-
teur acquis soit en vertu des législations des Parties contractantes,
soit en vertu d'un Acte précédent, soit par suite d'accords, autres
que la présente Convention, intervenus entre des membres de
l'Union.

Article 41

Original et textes officiels de la Convention

1) [*Original*] La présente Convention est signée en un exem-
plaire original en langues française, anglaise et allemande, le texte
français faisant foi en cas de différences entre les textes. Ledit
exemplaire est déposé auprès du Secrétaire général.

2) [*Textes officiels*] Le Secrétaire général établit, après con-
sultation des Gouvernements des Etats et des organisations inter-
gouvernementales intéressés, des textes officiels de la présente
Convention dans les langues arabe, espagnole, italienne, japonaise
et néerlandaise, et dans les autres langues que le Conseil peut
désigner.

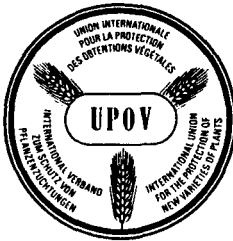
Article 42

Fonctions du dépositaire

1) [*Transmission de copies*] Le Secrétaire général transmet
des copies certifiées conformes de la présente Convention aux Etats
et aux organisations intergouvernementales qui ont été représentés
à la Conférence diplomatique qui l'a adoptée et, sur demande,
à tout autre Etat et à toute autre organisation intergouvernementale.

2) [*Enregistrement*] Le Secrétaire général fait enregistrer la
présente Convention auprès du Secrétariat de l'Organisation des
Nations Unies.

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972, le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991, adoptée à la Conférence diplomatique de révision de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales tenue à Genève du 4 au 19 mars 1991 et ouverte à la signature à Genève le 19 mars 1991.



Arpad Bogoch

Secrétaire général
Union internationale pour la
protection des obtentions
végétales
1^{er} novembre 1991

International Convention for the Protection of New Varieties of Plants of December 2, 1961, as Revised at Geneva on November 10, 1972, on October 23, 1978, and on March 19, 1991

List of Articles

Chapter I: Definitions

Article 1: Definitions

Chapter II: General Obligations of the Contracting Parties

Article 2: Basic Obligation of the Contracting Parties

Article 3: Genera and Species to be Protected

Article 4: National Treatment

Chapter III: Conditions for the Grant of the Breeder's Right

Article 5: Conditions of Protection

Article 6: Novelty

Article 7: Distinctness

Article 8: Uniformity

Article 9: Stability

Chapter IV: Application for the Grant of the Breeder's Right

Article 10: Filing of Applications

Article 11: Right of Priority

Article 12: Examination of the Application

Article 13: Provisional Protection

Chapter V: The Rights of the Breeder

- Article 14:* Scope of the Breeder's Right
- Article 15:* Exceptions to the Breeder's Right
- Article 16:* Exhaustion of the Breeder's Right
- Article 17:* Restrictions on the Exercise of the Breeder's Right
- Article 18:* Measures Regulating Commerce
- Article 19:* Duration of the Breeder's Right

Chapter VI: Variety Denomination

- Article 20:* Variety Denomination

Chapter VII: Nullity and Cancellation of the Breeder's Right

- Article 21:* Nullity of the Breeder's Right
- Article 22:* Cancellation of the Breeder's Right

Chapter VIII: The Union

- Article 23:* Members
- Article 24:* Legal Status and Seat
- Article 25:* Organs
- Article 26:* The Council
- Article 27:* The Office of the Union
- Article 28:* Languages
- Article 29:* Finances

Chapter IX: Implementation of the Convention; Other Agreements

- Article 30:* Implementation of the Convention
- Article 31:* Relations Between Contracting Parties and States Bound by Earlier Acts

SÖ 1997: 49

Article 32: Special Agreements

Chapter X: Final Provisions

Article 33: Signature

Article 34: Ratification, Acceptance or Approval; Accession

Article 35: Reservations

Article 36: Communications Concerning Legislation and the
Genera and Species Protected; Information to be Published

Article 37: Entry into Force; Closing of Earlier Acts

Article 38: Revision of the Convention

Article 39: Denunciation

Article 40: Preservation of Existing Rights

Article 41: Original and Official Texts of the Convention

Article 42: Depositary Functions

CHAPTER 1

DEFINITIONS

Article 1

Definitions

For the purposes of this Act:

(i) "this Convention" means the present (1991) Act of the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants;

(ii) "Act of 1961/1972" means the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants of December 2, 1961, as amended by the Additional Act of November 10, 1972;

(iii) "Act of 1978" means the Act of October 23, 1978, of the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants;

(iv) "breeder" means

- the person who bred, or discovered and developed, a variety,
- the person who is the employer of the aforementioned person or who has commissioned the latter's work, where the laws of the relevant Contracting party so provide, or
- the successor in title of the first or second aforementioned person, as the case may be;

(v) "breeder's right" means the right of the breeder provided for in this Convention;

(vi) "variety" means a plant grouping within a single botanical taxon of the lowest known rank, which grouping, irrespective of whether the conditions for the grant of a breeder's right are fully met, can be

- defined by the expression of the characteristics resulting from a given genotype or combination of genotypes,
- distinguished from any other plant grouping by the expression of at least one of the said characteristics and
- considered as a unit with regard to its suitability for being propagated unchanged;

(vii) "Contracting Party" means a State or an intergovernmental organization party to this Convention;

(viii) "territory", in relation to a Contracting Party, means, where the Contracting Party is a State, the territory of that State and, where the Contracting Party is an intergovernmental organization, the territory in which the constituting treaty of that intergovernmental organization applies;

(ix) "authority" means the authority referred to in Article 30(1)(ii);

(x) "Union" means the Union for the Protection of New Varieties of Plants founded by the Act of 1961 and further mentioned in the Act of 1972, the Act of 1978 and in this Convention;

(xi) "member of the Union" means a State party to the Act of 1961/1972 or the Act of 1978, or a Contracting Party.

CHAPTER II

GENERAL OBLIGATIONS OF THE CONTRACTING PARTIES

Article 2

Basic Obligation of the Contracting parties

Each Contracting Party shall grant and protect breeder's rights.

Article 3

Genera and Species to be Protected

(1) [*States already members of the Union*] Each Contracting Party which is bound by the Act of 1961/1972 or the Act of 1978 shall apply the provisions of this Convention,

(i) at the date on which it becomes bound by this Convention, to all plant genera and species to which it applies, on the said date, the provisions of the Act of 1961/1972 or the Act of 1978 and,

(ii) at the latest by the expiration of a period of five years after the said date, to all plant genera and species.

(2) [*New members of the Union*] Each Contracting Party which is not bound by the Act of 1961/1972 or the Act of 1978 shall apply the provisions of this Convention,

(i) at the date on which it becomes bound by this Convention, to at least 15 plant genera or species and,

(ii) at the latest by the expiration of a period of 10 years from the said date, to all plant genera and species.

Article 4

National Treatment

(1) [*Treatment*] Without prejudice to the rights specified in this Convention, nationals of a Contracting Party as well as natural persons resident and legal entities having their registered offices within the territory of a Contracting Party shall, insofar as the grant and protection of breeders' rights are concerned, enjoy within the territory of each other Contracting Party the same treatment as is accorded or may hereafter be accorded by the laws of each such other Contracting Party to its own nationals, provided that the said nationals, natural persons or legal entities comply with the conditions and formalities imposed on the nationals of the said other Contracting Party.

(2) [*"Nationals"*] For the purposes of the preceding paragraph, "nationals" means, where the Contracting Party is a State, the nationals of that State and, where the Contracting Party is an intergovernmental organization, the nationals of the States which are members of that organization.

CHAPTER III

CONDITIONS FOR THE GRANT OF THE BREEDER'S RIGHT

Article 5

Conditions of Protection

(1) [*Criteria to be satisfied*] The breeder's right shall be granted where the variety is

- (i) new,
- (ii) distinct,
- (iii) uniform and
- (iv) stable.

(2) [*Other conditions*] The grant of the breeder's right shall not be subject to any further or different conditions, provided that the variety is designated by a denomination in accordance with the provisions of Article 20, that the applicant complies with the formalities provided for by the law of the Contracting Party with whose authority the application has been filed and that he pays the required fees.

Article 6

Novelty

(1) [*Criteria*] The variety shall be deemed to be new if, at the date of filing of the application for a breeder's right, propagating or harvested material of the variety has not been sold or otherwise disposed of to others, by or with the consent of the breeder, for purposes of exploitation of the variety

(i) in the territory of the Contracting Party in which the application has been filed earlier than one year before that date and

(ii) in a territory other than that of the Contracting Party in which the application has been filed earlier than four years or, in the case of trees or of vines, earlier than six years before the said date.

(2) [*Varieties of recent creation*] Where a Contracting Party applies this Convention to a plant genus or species to which it did not previously apply this Convention or an earlier Act, it may consider a variety of recent creation existing at the date of such extension of protection to satisfy the condition of novelty defined in paragraph (1) even where the sale or disposal to others described in that paragraph took place earlier than the time limits defined in that paragraph.

(3) [*"Territory" in certain cases*] For the purposes of paragraph (1), all the Contracting Parties which are member States of one and the same intergovernmental organization may act jointly, where the regulations of that organization so require, to assimilate acts done on the territories of the States members of that organization to acts done on their own territories and, should they do so, shall notify the Secretary-General accordingly.

Article 7**Distinctness**

The variety shall be deemed to be distinct if it is clearly distinguishable from any other variety whose existence is a matter of common knowledge at the time of the filing of the application. In particular, the filing of an application for the granting of a breeder's right or for the entering of another variety in an official register of varieties, in any country, shall be deemed to render that other variety a matter of common knowledge from the date of the application, provided that the application leads to the granting of a breeder's right or to the entering of the said other variety in the official register of varieties, as the case may be.

Article 8**Uniformity**

The variety shall be deemed to be uniform if, subject to the variation that may be expected from the particular features of its propagation, it is sufficiently uniform in its relevant characteristics.

Article 9**Stability**

The variety shall be deemed to be stable if its relevant characteristics remain unchanged after repeated propagation or, in the case of a particular cycle of propagation, at the end of each such cycle.

CHAPTER IV

**APPLICATION FOR THE GRANT OF THE BREEDER'S
RIGHT**

Article 10

Filing of Applications

(1) [*Place of first application*] The breeder may choose the Contracting Party with whose authority he wishes to file his first application for a breeder's right.

(2) [*Time of subsequent applications*] The breeder may apply to the authorities of other Contracting Parties for the grant of breeders' rights by the authority of the Contracting Party with which the first application was filed.

(3) [*Independence of protection*] No Contracting Party shall refuse to grant a breeder's right or limit its duration on the ground that protection for the same variety has not been applied for, has been refused or has expired in any other State or intergovernmental organization.

Article 11

Right of Priority

(1) [*The right; its period*] Any breeder who has duly filed an application for the protection of a variety in one of the Contracting Parties (the "first application") shall, for the purpose of filing an application for the grant of a breeder's right for the same variety with the authority of any other Contracting Party (the "subsequent application"), enjoy a right of priority for a period of 12 months. This period shall be computed from the date of filing of the first application. The day of filing shall not be included in the latter period.

(2) [*Claiming the right*] In order to benefit from the right of priority, the breeder shall, in the subsequent application, claim the priority of the first application. The authority with which the subsequent application has been filed may require the breeder to furnish, within a period of not less than three months from the filing date of the subsequent application, a copy of the documents which constitute the first application, certified to be a true copy by the authority with which that application was filed, and samples or other evidence that the variety which is the subject matter of both applications is the same.

(3) [*Documents and material*] The breeder shall be allowed a period of two years after the expiration of the period of priority or, where the first application is rejected or withdrawn, an appropriate time after such rejection or withdrawal, in which to furnish, to the authority of the Contracting Party with which he has filed the subsequent application, any necessary information, document or material required for the purpose of the examination under Article 12, as required by the laws of that Contracting Party.

(4) [*Events occurring during the period*] Events occurring within the period provided for in paragraph (1), such as the filing of another application or the publication or use of the variety that is the subject of the first application, shall not constitute a ground for rejecting the subsequent application. Such events shall also not give rise to any third-party right.

Article 12

Examination of the Application

Any decision to grant a breeder's right shall require an examination for compliance with the conditions under Articles 5 to 9. In the course of the examination, the authority may grow the variety or carry out other necessary tests, cause the growing of the variety or the carrying out of other necessary tests, or take into account the results of growing tests or other trials which have alrerady been carried out. For the purposes of examination, the authority may require the breeder to furnish all the necessary information, documents or material.

Article 13

Provisional Protection

Each Contracting Party shall provide measures designed to safeguard the interests of the breeder during the period between the filing or the publication of the application for the grant of a breeder's right and the grant of that right. Such measures shall have the effect that the holder of a breeder's right shall at least be entitled to equitable remuneration from any person who, during the said period, has carried out acts which, once the right is granted, require the breeder's authorization as provided in Article 14. A Contracting Party may provide that the said measures shall only take effect in relation to persons whom the breeder has notified of the filing of the application.

CHAPTER V

THE RIGHTS OF THE BREEDER

Article 14

Scope of the Breeder's Right

(1) [*Acts in respect of the propagating material*] (a) Subject to Articles 15 and 16, the following acts in respect of the propagating material of the protected variety shall require the authorization of the breeder:

- (i) production or reproduction (multiplication),
- (ii) conditioning for the purpose of propagation,
- (iii) offering for sale,
- (iv) selling or other marketing,
- (v) exporting,
- (vi) importing,
- (vii) stocking for any of the purposes mentioned in (i) to (vi), above.

(b) The breeder may make his authorization subject to conditions and limitations.

(2) [*Acts in respect of the harvested material*] Subject to Articles 15 and 16, the acts referred to in items (i) to (vii) of paragraph (1)(a) in respect of harvested material, including entire plants and parts of plants, obtained through the unauthorized use of propagating material of the protected variety shall require the authorization of the breeder, unless the breeder has had reasonable opportunity to exercise his right in relation to the said propagating material.

(3) [*Acts in respect of certain products*] Each Contracting Party may provide that, subject to Articles 15 and 16, the acts referred to in items (i) to (vii) of paragraph (1)(a) in respect of products made directly from harvested material of the protected variety falling within the provisions of paragraph (2) through the unauthorized use of the said harvested material shall require the authorization of the breeder, unless the breeder has had reasonable opportunity to exercise his right in relation to the said harvested material.

(4) [*Possible additional acts*] Each Contracting Party may provide that, subject to Articles 15 and 16, acts other than those referred to in items (i) to (vii) of paragraph (1)(a) shall also require the authorization of the breeder.

(5) [*Essentially derived and certain other varieties*] (a) The provisions of paragraphs (1) to (4) shall also apply in relation to

(i) varieties which are essentially derived from the protected variety, where the protected variety is not itself an essentially derived variety,

(ii) varieties which are not clearly distinguishable in accordance with Article 7 from the protected variety and

(iii) varieties whose production requires the repeated use of the protected variety.

(b) For the purposes of subparagraph (a) (i), a variety shall be deemed to be essentially derived from another variety ("the initial variety") when

(i) it is predominantly derived from the initial variety, or from a variety that is itself predominantly derived from the initial variety, while retaining the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety,

(ii) it is clearly distinguishable from the initial variety and

(iii) except for the differences which result from the act of derivation, it conforms to the initial variety in the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety.

(c) Essentially derived varieties may be obtained for example by the selection of a natural or induced mutant, or of a somaclonal variant, the selection of a variant individual from plants of the initial variety, backcrossing, or transformation by genetic engineering.

Article 15

Exceptions to the Breeder's Right

(1) [*Compulsory exceptions*] The breeder's right shall not extend to

- (i) acts done privately and for non-commercial purposes,
- (ii) acts done for experimental purposes and
- (iii) acts done for the purpose of breeding other varieties, and, except where the provisions of Article 14(5) apply, acts referred to in Article 14(1) to (4) in respect of such other varieties.

(2) [*Optional exception*] Notwithstanding Article 14, each Contracting Party may, within reasonable limits and subject to the safeguarding of the legitimate interests of the breeder, restrict the breeder's right in relation to any variety in order to permit farmers to use for propagating purposes, on their own holdings, the product of the harvest which they have obtained by planting, on their own holdings, the protected variety or a variety covered by Article 14(5)(a)(i) or (ii).

Article 16

Exhaustion of the Breeder's Right

(1) [*Exhaustion of right*] The breeder's right shall not extend to acts concerning any material of the protected variety, or of a variety covered by the provisions of Article 14(5), which has been sold or otherwise marketed by the breeder or with his consent in the territory of the Contracting Party concerned, or any material derived from the said material, unless such acts

(i) involve further propagation of the variety in question or
 (ii) involve an export of material of the variety, which enables the propagation of the variety, into a country which does not protect varieties of the plant genus or species to which the variety belongs, except where the exported material is for final consumption purposes.

(2) [*Meaning of "material"*] For the purposes of paragraph (1), "material" means, in relation to a variety,

(i) propagating material of any kind,
 (ii) harvested material, including entire plants and parts of plants,
 and
 (iii) any product made directly from the harvested material.

(3) [*"Territory" in certain cases*] For the purposes of paragraph (1), all the Contracting Parties which are member States of one and the same intergovernmental organization may act jointly, where the regulations of that organization so require, to assimilate acts done on the territories of the States members of that organization to acts done on their own territories and, should they do so, shall notify the Secretary-General accordingly.

Article 17

Restrictions on the Exercise of the Breeder's Right

(1) [*Public interest*] Except where expressly provided in this Convention, no Contracting Party may restrict the free exercise of a breeder's right for reasons other than of public interest.

(2) [*Equitable remuneration*] When any such restriction has the effect of authorizing a third party to perform any act for which the breeder's authorization is required, the Contracting Party concerned shall take all measures necessary to ensure that the breeder receives equitable remuneration.

Article 18

Measures Regulating Commerce

The breeder's right shall be independent of any measure taken by a Contracting Party to regulate within its territory the production, certification and marketing of material of varieties or the importing or exporting of such material. In any case, such measures shall not affect the application of the provisions of this Convention.

Article 19

Duration of the Breeder's Right

(1) [*Period of protection*] The breeder's right shall be granted for a fixed period.

(2) [*Minimum period*] The said period shall not be shorter than 20 years from the date of the grant of the breeder's right. For trees and vines, the said period shall not be shorter than 25 years from the said date.

CHAPTER VI

VARIETY DENOMINATION

Article 20

Variety Denomination

(1) [*Designation of varieties by denominations; use of the denomination*] (a) The variety shall be designated by a denomination which will be its generic designation.

(b) Each Contracting Party shall ensure that, subject to paragraph (4), no rights in the designation registered as the denomination of the variety shall hamper the free use of the denomination in connection with the variety, even after the expiration of the breeder's right.

(2) [*Characteristics of the denomination*] The denomination must enable the variety to be identified. It may not consist solely of figures except where this is an established practice for designating varieties. It must not be liable to mislead or to cause confusion concerning the characteristics, value or identity of the variety or the identity of the breeder. In particular, it must be different from every denomination which designates, in the territory of any Contracting Party, an existing variety of the same plant species or of a closely related species.

(3) [*Registration of the denomination*] The denomination of the variety shall be submitted by the breeder to the authority. If it is found that the denomination does not satisfy the requirements of paragraph (2), the authority shall refuse to register it and shall require the breeder to propose another denomination within a prescribed period. The denomination shall be registered by the authority at the same time as the breeder's right is granted.

(4) [*Prior rights of third persons*] Prior rights of third persons shall not be affected. If, by reason of a prior right, the use of the denomination of a variety is forbidden to a person who, in accordance with the provisions of paragraph (7), is obliged to use it, the authority shall require the breeder to submit another denomination for the variety.

(5) [*Same denomination in all Contracting Parties*] A variety must be submitted to all Contracting Parties under the same denomination. The authority of each Contracting Party shall register the denomination so submitted, unless it considers the denomination unsuitable within its territory. In the latter case, it shall require the breeder to submit another denomination.

(6) [*Information among the authorities of Contracting Parties*] The authority of a Contracting Party shall ensure that the authorities of all the other Contracting Parties are informed of matters concerning variety denominations, in particular the submission, registration and cancellation of denominations. Any authority may address its observations, if any, on the registration of a denomination to the authority which communicated that denomination.

(7) [*Obligation to use the denomination*] Any person who, within the territory of one of the Contracting Parties, offers for sale or markets propagating material of a variety protected within the said territory shall be obliged to use the denomination of that variety, even after the expiration of the breeder's right in that variety, except where, in accordance with the provisions of paragraph (4), prior rights prevent such use.

(8) [*Indications used in association with denominations*] When a variety is offered for sale or marketed, it shall be permitted to associate a trademark, trade name or other similar indication with a registered variety denomination. If such an indication is so associated, the denomination must nevertheless be easily recognizable.

CHAPTER VII

NULLITY AND CANCELLATION OF THE BREEDER'S RIGHT

Article 21

Nullity of the Breeder's Right

(1) [*Reasons of nullity*] Each Contracting Party shall declare a breeder's right granted by it null and void when it is established

(i) that the conditions laid down in Articles 6 or 7 were not complied with at the time of the grant of the breeder's right,

(ii) that, where the grant of the breeder's right has been essentially based upon information and documents furnished by the breeder, the conditions laid down in Articles 8 or 9 were not complied with at the time of the grant of the breeder's right, or

(iii) that the breeder's right has been granted to a person who is not entitled to it, unless it is transferred to the person who is so entitled.

(2) [*Exclusion of other reasons*] No breeder's right shall be declared null and void for reasons other than those referred to in paragraph (1).

Article 22

Cancellation of the Breeder's Right

(1) [*Reasons for cancellation*] (a) Each Contracting Party may cancel a breeder's right granted by it if it is established that the conditions laid down in Articles 8 or 9 are no longer fulfilled.

(b) Furthermore, each Contracting Party may cancel a breeder's right granted by it if, after being requested to do so and within a prescribed period,

(i) the breeder does not provide the authority with the information, documents or material deemed necessary for verifying the maintenance of the variety,

(ii) the breeder fails to pay such fees as may be payable to keep his right in force, or

(iii) the breeder does not propose, where the denomination of the variety is cancelled after the grant of the right, another suitable denomination.

(2) [*Exclusion of other reasons*] No breeder's right shall be cancelled for reasons other than those referred to in paragraph (1).

CHAPTER VIII

THE UNION

Article 23

Members

The Contracting Parties shall be members of the Union.

Article 24

Legal Status and Seat

(1) [*Legal personality*] The Union has legal personality.

(2) [*Legal capacity*] The Union enjoys on the territory of each Contracting Party, in conformity with the laws applicable in the said territory, such legal capacity as may be necessary for the fulfillment of the objectives of the Union and for the exercise of its functions.

(3) [*Seat*] The seat of the Union and its permanent organs are at Geneva.

(4) [*Headquarters agreement*] The Union has a headquarters agreement with the Swiss Confederation.

Article 25

Organs

The permanent organs of the Union are the Council and the Office of the Union.

Article 26

The Council

(1) [*Composition*] The Council shall consist of the representatives of the members of the Union. Each member of the Union shall appoint one representative to the Council and one alternate. Representatives or alternates may be accompanied by assistants or advisers.

(2) [*Officers*] The Council shall elect a President and a first Vice-President from among its members. It may elect other Vice-Presidents. The first Vice-President shall take the place of the President if the latter is unable to officiate. The President shall hold office for three years.

(3) [*Sessions*] The Council shall meet upon convocation by its President. An ordinary session of the Council shall be held annually. In addition, the President may convene the Council at his discretion; he shall convene it, within a period of three months, if one-third of the members of the Union so request.

(4) [*Observers*] States not members of the Union may be invited as observers to meetings of the council. Other observers, as well as experts, may also be invited to such meetings.

(5) [*Tasks*] The tasks of the Council shall be to:

- (i) study appropriate measures to safeguard the interests and to encourage the development of the Union;
- (ii) establish its rules of procedure;
- (iii) appoint the Secretary-General and, if it finds it necessary, a Vice Secretary-General and determine the terms of appointment of each;
- (iv) examine an annual report on the activities of the Union and lay down the program for its future work;
- (v) give to the Secretary-General all necessary directions for the accomplishment of the tasks of the Union;
- (vi) establish the administrative and financial regulations of the Union;
- (vii) examine and approve the budget of the Union and fix the contribution of each member of the Union;
- (viii) examine and approve the accounts presented by the Secretary-General;
- (ix) fix the date and place of the conferences referred to in Article 38 and take the measures necessary for their preparation; and
- (x) in general, take all necessary decisions to ensure the efficient functioning of the Union.

(6) [*Votes*] (a) Each member of the Union that is a State shall have one vote in the Council.

(b) Any Contracting Party that is an intergovernmental organization may, in matters within its competence, exercise the rights to vote of its member States that are members of the Union. Such an intergovernmental organization shall not exercise the rights to vote of its member States if its member States exercise their right to vote, and vice versa.

(7) [*Majorities*] Any decision of the Council shall require a simple majority of the votes cast, provided that any decision of the Council under paragraphs (5)(ii), (vi) and (vii) and under Articles 28(3), 29(5)(b) and 38(1) shall require three fourths of the votes cast. Abstentions shall not be considered as votes.

Article 27

The Office of the Union

(1) [*Tasks and direction of the Office*] The Office of the Union shall carry out all the duties and tasks entrusted to it by the Council. It shall be under the direction of the Secretary-General.

(2) [*Duties of the Secretary-General*] The Secretary-General shall be responsible to the Council; he shall be responsible for carrying out the decisions of the Council. He shall submit the budget of the Union for the approval of the Council and shall be responsible for its implementation. He shall make reports to the Council on his administration and the activities and financial position of the Union.

(3) [*Staff*] Subject to the provisions of Article 26(5)(iii), the conditions of appointment and employment of the staff necessary for the efficient performance of the tasks of the Office of the Union shall be fixed in the administrative and financial regulations.

Article 28

Languages

(1) [*Languages of the Office*] The English, French, German and Spanish languages shall be used by the Office of the Union in carrying out its duties.

(2) [*Languages in certain meetings*] Meetings of the Council and of revision conferences shall be held in the four languages.

(3) [*Further languages*] The Council may decide that further languages shall be used.

Article 29

Finances

(1) [*Income*] The expenses of the Union shall be met from

- (i) the annual contributions of the States members of the Union,
- (ii) payments received for services rendered,
- (iii) miscellaneous receipts.

(2) [*Contributions: units*] (a) The share of each State member of the Union in the total amount of the annual contributions shall be determined by reference to the total expenditure to be met from the contributions of the States members of the Union and to the number of contribution units applicable to it under paragraph (3). The said share shall be computed according to paragraph (4).

(b) The number of contribution units shall be expressed in whole numbers or fractions thereof, provided that no fraction shall be smaller than one-fifth.

(3) [*Contributions: share of each member*] (a) The number of contribution units applicable to any member of the Union which is party to the Act of 1961/1972 or the Act of 1978 on the date on which it becomes bound by this Convention shall be the same as the number applicable to it immediately before the said date.

(b) Any other State member of the Union shall, on joining the Union, indicate, in a declaration addressed to the Secretary-General, the number of contribution units applicable to it.

(c) Any State member of the Union may, at any time, indicate, in a declaration addressed to the Secretary-General, a number of contribution units different from the number applicable to it under subparagraph (a) or (b). Such declaration, if made during the first six months of a calendar year, shall take effect from the beginning of the subsequent calendar year; otherwise, it shall take effect from the beginning of the second calendar year which follows the year in which the declaration was made.

(4) [*Contributions: computation of shares*] (a) For each budgetary period, the amount corresponding to one contribution unit shall be obtained by dividing the total amount of the expenditure to be met in that period from the contributions of the States members of the Union by the total number of units applicable to those States members of the Union.

(b) The amount of the contribution of each State member of the Union shall be obtained by multiplying the amount corresponding to one contribution unit by the number of contribution units applicable to that State member of the Union.

(5) [*Arrears in contributions*] (a) A State member of the Union which is in arrears in the payment of its contributions may not, subject to subparagraph (b), exercise its right to vote in the Council if the amount of its arrears equals or exceeds the amount of the contribution due from it for the preceding full year. The suspension of the right to vote shall not relieve such State member of the Union of its obligations under this Convention and shall not deprive it of any other rights thereunder.

(b) The Council may allow the said State member of the Union to continue to exercise its right to vote if, and as long as, the Council is satisfied that the delay in payment is due to exceptional and unavoidable circumstances.

(6)[*Auditing of the accounts*] The auditing of the accounts of the Union shall be effected by a State member of the Union as provided in the administrative and financial regulations. Such State member of the Union shall be designated, with its agreement, by the Council.

(7) [*Contributions of intergovernmental organizations*] Any Contracting Party which is an intergovernmental organization shall not be obliged to pay contributions. If, nevertheless, it chooses to pay contributions, the provisions of paragraphs (1) to (4) shall be applied accordingly.

CHAPTER IX

IMPLEMENTATION OF THE CONVENTION; OTHER AGREEMENTS

Article 30

Implementation of the Convention

(1) [*Measures of implementation*] Each Contracting Party shall adopt all measures necessary for the implementation of this Convention; in particular, it shall:

(i) provide for appropriate legal remedies for the effective enforcement of breeder's rights;

(ii) maintain an authority entrusted with the task of granting breeder's rights or entrust the said task to an authority maintained by another Contracting Party;

(iii) ensure that the public is informed through the regular publication of information concerning

- applications for and grants of breeder's rights, and
- proposed and approved denominations.

(2) [*Conformity of laws*] It shall be understood that, on depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, as the case may be, each State or intergovernmental organization must be in a position, under its laws, to give effect to the provisions of this Convention.

Article 31

Relations Between Contracting Parties and States Bound by Earlier Acts

(1) [*Relations between States bound by this Convention*] Between States members of the Union which are bound both by this Convention and any earlier Act of the Convention, only this Convention shall apply.

(2) [*Possible relations with States not bound by this Convention*] Any State member of the Union not bound by this Convention may declare, in a notification addressed to the Secretary-General, that, in its relations with each member of the Union bound only by this Convention, it will apply the latest Act by which it is bound. As from the expiration of one month after the date of such notification and until the State member of the Union making the declaration becomes bound by this Convention, the said member of the Union shall apply the latest Act by which it is bound in its relations with each of the members of the Union bound only by this Convention, whereas the latter shall apply this Convention in respect of the former.

Article 32

Special Agreements

Members of the Union reserve the right to conclude among themselves special agreements for the protection of varieties, insofar as such agreements do not contravene the provisions of this Convention.

CHAPTER X

FINAL PROVISIONS

Article 33

Signature

This Convention shall be open for signature by any State which is a member of the Union at the date of its adoption. It shall remain open for signature until March 31, 1992.

Article 34

Ratification, Acceptance or Approval; Accession

(1) [*States and certain intergovernmental organizations*] (a) Any State may, as provided in this Article, become party to this Convention.

(b) Any intergovernmental organization may, as provided in this Article, become party to this Convention if it

(i) has competence in respect of matters governed by this Convention,

(ii) has its own legislation providing for the grant and protection of breeder's rights binding on all its member States and

(iii) has been duly authorized, in accordance with its internal procedures, to accede to this Convention.

(2) [*Instrument of adherence*] Any State which has signed this Convention shall become party to this Convention by depositing an instrument of ratification, acceptance or approval of this Convention. Any State which has not signed this Convention and any intergovernmental organization shall become party to this Convention by depositing an instrument of accession to this Convention. Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Secretary-General.

(3) [*Advice of the Council*] Any State which is not a member of the Union and any intergovernmental organization shall, before depositing its instrument of accession, ask the Council to advise it in respect of the conformity of its laws with the provisions of this Convention. If the decision embodying the advice is positive, the instrument of accession may be deposited.

Article 35

Reservations

(1) [*Principle*] Subject to paragraph (2), no reservations to this Convention are permitted.

(2) [*Possible exception*] (a) Notwithstanding the provisions of Article 3(1), any State which, at the time of becoming party to this Convention, is a party to the Act of 1978 and which, as far as varieties reproduced asexually are concerned, provides for protection by an industrial property title other than a breeder's right shall have the right to continue to do so without applying this Convention to those varieties.

(b) Any State making use of the said right shall, at the time of depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, as the case may be, notify the Secretary-General accordingly. The same State may, at any time, withdraw the said notification.

Article 36

Communications Concerning Legislation and the Genera and Species Protected; Information to be Published

(1) [*Initial notification*] When depositing its instrument of ratification, acceptance or approval of or accession to this Convention, as the case may be, any State or intergovernmental organization shall notify the Secretary-General of

- (i) its legislation governing breeder's rights and
- (ii) the list of plant genera and species to which, on the date on which it will become bound by this Convention, it will apply the provisions of this Convention.

(2) [*Notification of changes*] Each Contracting Party shall promptly notify the Secretary-General of

- (i) any changes in its legislation governing breeders' rights and
- (ii) any extension of the application of this Convention to additional plant genera and species.

(3) [*Publication of the information*] The Secretary-General shall, on the basis of communications received from each Contracting Party concerned, publish information on

- (i) the legislation governing breeders' rights and any changes in that legislation, and
- (ii) the list of plant genera and species referred to in paragraph (1)(ii) and any extension referred to in paragraph (2)(ii).

Article 37

Entry into Force; Closing of Earlier Acts

(1) [*Initial entry into force*] This Convention shall enter into force one month after five States have deposited their instruments of ratification, acceptance, approval or accession, as the case may be, provided that at least three of the said instruments have been deposited by States party to the Act of 1961/1972 or the Act of 1978.

(2) [*Subsequent entry into force*] Any State not covered by paragraph (1) or any intergovernmental organization shall become bound by this Convention one month after the date on which it has deposited its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, as the case may be.

(3) [*Closing of the 1978 Act*] No instrument of accession to the Act of 1978 may be deposited after the entry into force of this Convention according to paragraph (1), except that any State that, in conformity with the established practice of the General Assembly of the United Nations, is regarded as a developing country may deposit such an instrument until December 31, 1995, and that any other State may deposit such an instrument until December 31, 1993, even if this Convention enters into force before that date.

Article 38

Revision of the Convention

(1) [*Conference*] This Convention may be revised by a conference of the members of the Union. The convocation of such conference shall be decided by the Council.

(2) [*Quorum and majority*] The proceedings of a conference shall be effective only if at least half of the States members of the Union are represented at it. A majority of three quarters of the States members of the Union present and voting at the conference shall be required for the adoption of any revision.

Article 39

Denunciation

(1) [*Notifications*] Any Contracting Party may denounce this Convention by notification addressed to the Secretary-General. The Secretary-General shall promptly notify all members of the Union of the receipt of that notification.

(2) [*Earlier Acts*] Notification of the denunciation of this Convention shall be deemed also to constitute notification of the denunciation of any earlier Act by which the Contracting Party denouncing this Convention is bound.

(3) [*Effective date*] The denunciation shall take effect at the end of the calendar year following the year in which the notification was received by the Secretary-General.

(4) [*Acquired rights*] The denunciation shall not affect any rights acquired in a variety by reason of this Convention or any earlier Act prior to the date on which the denunciation becomes effective.

Article 40

Preservation of Existing Rights

This Convention shall not limit existing breeders' rights under the laws of Contracting Parties or by reason of any earlier Act or any agreement other than this Convention concluded between members of the Union.

Article 41

Original and Official Texts of the Convention

(1) [*Original*] This Convention shall be signed in a single original in the English, French and German languages, the French text prevailing in case of any discrepancy among the various texts. The original shall be deposited with the Secretary-General.

(2) [*Official texts*] The Secretary-General shall, after consultation with the interested Governments, establish official texts of this Convention in the Arabic, Dutch, Italian, Japanese and Spanish languages and such other languages as the Council may designate.

Article 42

Depositary Functions

(1) [*Transmittal of copies*] The Secretary-General shall transmit certified copies of this Convention to all States and intergovernmental organizations which were represented in the Diplomatic Conference that adopted this Convention and, on request, to any other State or intergovernmental organization.

(2) [*Registration*] The Secretary-General shall register this Convention with the Secretariat of the United Nations.

..-

**Internationell konvention för skydd av växtförädlingsprodukter
av den 2 december 1961,
reviderad i Genève den 10 november 1972, den 23 oktober 1978
och den 19 mars 1991**

Förteckning över artiklar

Kapitel I: Definitioner

Artikel 1: Definitioner

Kapitel II: De fördragsslutande parternas allmänna skyldigheter

Artikel 2: De fördragsslutande parternas grundläggande skyldighet

Artikel 3: Växtsläkten och växtarter som skall skyddas

Artikel 4: Nationell behandling

Kapitel III: Villkor för beviljande av förädlarrätt

Artikel 5: Villkor för skydd

Artikel 6: Nyhet

Artikel 7: Särskiljbarhet

Artikel 8: Enhetlighet

Artikel 9: Stabilitet

Kapitel IV: Ansökan om förädlarrätt

Artikel 10: Ingivande av ansökan

Artikel 11: Prioritetsrätten

Artikel 12: Prövning av ansökan

Artikel 13: Provisoriskt skydd

¹ Översättning i enlighet med den i prop. 1996/97: 128 intagna texten.

Kapitel V: Förädlarens rättigheter

Artikel 14: Förädlarrättens omfattning

Artikel 15: Undantag från förädlarrätten

Artikel 16: Konsumtion av förädlarrätten

Artikel 17: Begränsningar av utövandet av förädlarrätten

Artikel 18: Åtgärder för reglering av handel

Artikel 19: Förädlarrättens varaktighet

Kapitel VI: Sortbenämning

Artikel 20: Sortbenämning

Kapitel VII: Ogiltigförklarande och upphävande av förädlarrätten

Artikel 21: Ogiltigförklarande av förädlarrätten

Artikel 22: Upphävande av förädlarrätten

Kapitel VIII: Unionen

Artikel 23: Medlemmar

Artikel 24: Rättslig ställning och säte

Artikel 25: Organ

Artikel 26: Rådet

Artikel 27: Unionens byrå

Artikel 28: Språk

Artikel 29: Finanser

Kapitel IX: Införlivande av konventionen; andra överenskommelser

Artikel 30: Införlivande av konventionen

Artikel 31: Förhållandet mellan fördragsslutande parter och stater bundna av tidigare akter

Artikel 32: Särskilda överenskommelser

Kapitel X: Slutliga bestämmelser

Artikel 33: Undertecknande

Artikel 34: Ratifikation, antagande eller godkännande; anslutning

Artikel 35: Förbehåll

Artikel 36: Meddelanden rörande lagstiftning och de växt släkten och växtarter som skyddas; upplysningar som skall publiceras

Artikel 37: Ikraftträdande; stängning av tidigare akter

Artikel 38: Revidering av konventionen

Artikel 39: Uppsägning

Artikel 40: Upprätthållande av äldre rättigheter

Artikel 41: Konventionens ursprungliga och officiella texter

Artikel 42: Depositariens uppgifter

KAPITEL I**DEFINITIONER****Artikel 1
Definitioner**

I denna akt avses med

i) *denna konvention*, föreliggande (1991 års) akt av den internationella konventionen för skydd av växtförädlingsprodukter;

ii) *1961/1972 års akt*, den internationella konventionen för skydd av växtförädlingsprodukter av den 2 december 1961, i dess lydelse enligt tilläggsakten av den 10 november 1972;

iii) *1978 års akt*, akten av den 23 oktober 1978 av den internationella konventionen för skydd av växtförädlingsprodukter;

iv) *förädlaren*,

— den person som förädlade, eller upptäckte och utvecklade en sort,

— den person som är arbetsgivare till den personen eller som har beställt dennes arbete, om detta föreskrivs i den relevanta fördragsslutande partens lagstiftning, eller

— den person till vilken rätten har övergått från den person som avses i första respektive andra strecksatsen;

v) *förädlarrätt*, den rätt för förädlaren som föreskrivs i denna konvention;

vi) *sort*, en grupp av växter inom ett enskilt botaniskt taxon av lägst kända nivå som, oavsett om alla villkor för beviljande av förädlarrätt är uppfyllda, kan

— definieras genom uttrycken av de kännetecken som är ett resultat av en bestämd genotyp eller kombination av genotyper,

— särskiljas från alla andra växtgrupper genom uttrycken av minst ett av dessa kännetecken, och

— betraktas som en enhet beträffande dess lämplighet att förökas oförändrad;

vii) *fördragsslutande part*, en stat eller en mellanstatlig organisation som är part i denna konvention;

viii) *territorium*, i samband med en fördragsslutande part och när den fördragsslutande parten är en stat, denna stats territorium, eller när den fördragsslutande parten är en mellanstatlig organisation, det territorium som omfattas av fördraget om upprättande av organisationen;

ix) *myndighet*, den myndighet som avses i artikel 30 I ii;

x) *union*, den union för skydd av växtförädlingsprodukter som upprättas genom 1961 års akt och vidare omnämns i 1972 års akt, 1978 års akt samt i denna konvention;

xi) *unionsmedlem*, en stat som är part i 1961/1972 års akt eller 1978 års akt eller en fördragsslutande part.

KAPITEL II

DE FÖRDRAGSSLUTANDE PARTERNAS ALLMÄNNA SKYLDIGHETER

Artikel 2

De fördragsslutande parternas grundläggande skyldighet

Varje fördragsslutande part skall bevilja och skydda förädlarrätten.

Artikel 3

Växtsläkten och växtarter som skall skyddas

i) [*Stater som redan är unionsmedlemmar*] Varje fördragsslutande part som är bunden av 1961/1972 års akt eller 1978 års akt skall tillämpa bestämmelserna i denna konvention

i) på alla växtsläkten och växtarter som omfattas av konventionen från den dag den blir bunden av denna, och från samma dag även bestämmelserna i 1961/1972 års akt eller 1978 års akt, och

ii) på samtliga växtsläkten och växtarter senast vid utgången av en period av fem år efter denna dag.

2. [*Nya unionsmedlemmar*] Varje fördragsslutande part som inte är bunden av 1961/1972 års akt eller 1978 års akt skall tillämpa bestämmelserna i denna konvention

i) på minst 15 växtsläkten eller växtarter från den dag den blir bunden av denna konvention, och

ii) på samtliga växtsläkten och växtarter senast vid utgången av en period av tio år efter denna dag.

Artikel 4

Nationell behandling

1. [*Behandling*] Utan att det påverkar tillämpningen av de rättigheter som anges i denna konvention skall medborgare i en fördragsslutande part och fysiska eller juridiska personer, som har sitt hemvist eller säte inom en fördragsslutande parts territorium, i fråga om beviljande och skydd av förädlarrätten inom varje annan fördragsslutande parts territorium, åtnjuta samma behandling som denna fördragsslutande parts lagar ger eller i framtiden kommer att ge sina egna medborgare, under förutsättning att dessa medborgare, fysiska eller juridiska personer uppfyller de villkor och formaliteter som föreskrivs för denna andra fördragsslutande parts egna medborgare.

2. [*"Medborgare"*] Vid tillämpningen av föregående punkt avses med "medborgare", när den fördragsslutande parten är en stat, denna stats medborgare och, när den fördragsslutande parten är en mellanstatlig organisation, medborgare i de stater som är medlemmar i denna organisation.

KAPITEL III

VILLKOR FÖR BEVILJANDE AV FÖRÄDLARRÄTT

Artikel 5

Villkor för skydd

1. [*Kriterier som skall uppfyllas*] Förädlarrätt skall beviljas om sorten är

- i) ny,
- ii) särskiljbar,
- iii) enhetlig, och
- iv) stabil.

2. [*Övriga villkor*] Beviljandet av förädlarrätt skall inte underställas ytterligare eller andra villkor, under förutsättning att sorten betecknas med en benämning i enlighet med bestämmelserna i artikel 20, att sökanden uppfyller de formaliteter som föreskrivs i den fördragsslutande partens lagstiftning hos vars myndighet ansökan har getts in, samt att han betalar de avgifter som krävs.

Artikel 6

Nyhet

1. [*Kriterier*] Sorten skall anses vara ny om förökningsmaterial eller skördat material av sorten den dag då ansökan om förädlarrätt getts in inte har sålts eller på annat sätt tillhandahållits till andra av förädlaren eller med dennes samtycke för utnyttjande av sorten

- i) mer än ett år före denna dag inom den fördragsslutande parts territorium där ansökan getts in,
- ii) mer än fyra eller, beträffande träd eller vinstockar, mer än sex år före denna dag inom ett annat territorium än den fördragsslutande parts territorium där ansökan getts in.

2. [*Sorter som nyligen framställts*] Om en fördragsslutande part tillämpar denna konvention på ett växtsläkte eller en växtart på vilken den tidigare inte tillämpade denna konvention eller en äldre akt, får den bedöma att en sort som nyligen framställts, som existerar vid tidpunkten för denna utvidgning av skyddet, uppfyller de krav på nyhet som anges i punkt 1 även om sådan försäljning eller tillhandahållande till andra som beskrivs i den punkten har ägt rum före de tidsgränser som anges.

3. [*"Territorium" i vissa fall*] Vid tillämpningen av punkt 1 får alla de fördragsslutande parter som är medlemmar i en och samma mellanstatligaorganisation handla gemensamt, där organisationens förordningar kräver detta, för att likställa handlingar som har utförts på denna organisations medlemsstaters territorium med handlingar som har utförts på deras egna territorier och skall, om så sker, underrätta generalsekreteraren.

Artikel 7

Särskiljbarhet

Sorten skall anses vara särskiljbar om den tydligt skiljer sig från varje annan sort vars existens är allmänt känd vid tidpunkten för ingivandet av ansökan. I detta avseende gäller att ingivande av en ansökan om beviljande av förädlarrätt eller om införande av en sort i en officiell sortlista i något land, skall anses göra sorten allmänt känd från och med ansökningsdagen, under förutsättning att ansökan leder till att förädlarrätt beviljas eller till att sorten införs i den officiella sortlistan.

Artikel 8

Enhetlighet

Sorten skall anses vara enhetlig, om den, bortsett från den variation som kan förväntas till följd av särskilda förhållanden vid dess förökning, är tillräckligt enhetlig beträffande dess relevanta kännetecken.

Artikel 9

Stabilitet

Sorten skall anses vara stabil, om dess relevanta kännetecken förblir oförändrade efter upprepad förökning eller, i fråga om en särskild förökningscykel, vid slutet av varje sådan cykel.

KAPITEL IV
ANSÖKAN OM FÖRÄDLARRÄTT

Artikel 10

Ingivande av ansökan

1. [*Plats för den första ansökan*] Förädlaren får välja den fördragsslutande part till vars myndighet han önskar lämna in sin första ansökan om förädlarrätt.

2. [*Tidpunkt för efterföljande ansökningar*] Förädlaren får ansöka om beviljande av förädlarrätt hos andra fördragsslutande parter myndigheter utan att avvakta att förädlarrätt beviljas av myndigheten i den fördragsslutande part där den första ansökan lämnades in.

3. [*Oberoende skydd*] Ingen fördragsslutande part får vägra att bevilja förädlarrätt eller begränsa dess varaktighet på grund av att skydd för samma sort inte har sökts, har vägrats eller har upphört att gälla i en annan stat eller inom en mellanstatlig organisation.

Artikel 11

Prioritetsrätten

1. [*Rätten; dess tidsfrist*] En förädlare som i behörig ordning har gett in en ansökan om skydd av en sort till en av de fördragsslutande parterna ("första ansökan") skall ha rätt till prioritet under en tid av 12 månader för att ge in ansökan om förädlarrätt för samma sort till myndigheten i varje annan fördragsslutande part (den "efterföljande ansökan"). Denna frist skall räknas från den dag då den första ansökan lämnades in. Ansökningsdagen skall inte räknas in i fristen.

2. [*Yrkande av rätten*] För att få åtnjuta rätten till prioritet skall förädlaren i den efterföljande ansökan yrka prioritet från den första ansökan. Den myndighet till vilken den efterföljande ansökan har ingetts får kräva att förädlaren, inom en period på minst tre månader från och med den dag då den efterföljande ansökan lämnades in, skall inkomma med en kopia av de handlingar som tillhör den första ansökan, bestyrkt av den myndighet till vilken ansökan gavs in, samt prover eller andra bevis för att samma sort avses med båda ansökningarna.

3. [*Handlingar och material*] Förädlaren skall ha en frist på två år efter utgången av prioritetstiden eller, om den första ansökan avslås eller återkallas, en skälig tid efter ett sådant avslag eller en sådan återkallelse av ansökan, för att tillhandahålla den myndighet i den fördragsslutande parten till vilken han har lämnat in den efterföljande ansökan alla nödvändiga uppgifter och handlingar eller material som krävs för den prövning som avses i artikel 12 och enligt den fördragsslutande partens lagstiftning.

4. [*Händelser som inträffar under fristen*] Händelser som inträffar under den frist som fastställs i punkt 1, t.ex. ingivande av en annan ansökan eller offentliggörande eller användning av den sort som är föremål för den första ansökan skall inte utgöra skäl för avslag av den efterföljande ansökan. Sådana händelser får inte heller ge upphov till någon rätt för tredje man.

Artikel 12

Prövning av ansökan

Varje beslut om beviljande av förädlarrätt skall föregås av en prövning av om villkoren i artikel 5 – 9 är uppfyllda. Under prövningens gång får myndigheten odla sorten eller utföra andra nödvändiga undersökningar, låta odla sorten eller utföra andra nödvändiga undersökningar eller ta hänsyn till resultaten av provodlingar eller andra försök som redan har utförts. För prövningen får myndigheten kräva att förädlaren skall tillhandahålla alla nödvändiga uppgifter, handlingar eller material.

Artikel 13

Provisoriskt skydd

Varje fördragsslutande part skall vidta åtgärder avsedda att skydda förädlarens intressen under tiden från det att ansökan om förädlarrätt ges in fram till dess att denna rätt beviljas. Dessa åtgärder skall ha den verkan att innehavaren av en förädlarrätt skall ha rätt till minst skälig ersättning från var och en som under denna tid vidtar åtgärder som, när rätten väl har beviljats, kräver förädlarens tillstånd såsom föreskrivs i artikel 14. En fördragsslutande part får föreskriva att åtgärderna i fråga endast skall gälla personer som förädlaren har underrättat om ingivandet av ansökan.

KAPITEL V

FÖRÄDLARENS RÄTTIGHETER

Artikel 14

Förädlarrättens omfattning

1. [*Åtgärder som avser förökningsmaterialet*] a) Om inte annat följer av artiklarna 15 och 16 skall följande åtgärder som avser förökningsmaterial av den skyddade sorten kräva förädlarens tillstånd:

- i) Produktion eller reproduktion (förökning).
- ii) Behandling med avseende på förökning.
- iii) Utbudande till försäljning.
- iv) Försäljning eller annan form av saluföring.
- v) Export.
- vi) Import.
- vii) Lagring i syfte att utföra de åtgärder som avses i i - vi.

b) Förädlaren kan göra sitt tillstånd beroende av villkor och begränsningar.

2. [*Åtgärder som avser skördat material*] Om inte annat följer av artiklarna 15 och 16 skall de åtgärder under punkt 1 a i - vii som avser skördat material, inklusive hela växter och delar av växter, som erhållits genom användning av förökningsmaterial av den skyddade sorten utan tillstånd kräva förädlarens tillstånd, om inte förädlaren har haft en rimlig möjlighet att utöva sin rätt med avseende på förökningsmaterialet.

3. [*Åtgärder som avser vissa produkter*] Varje fördragsslutande part får, om inte annat följer av artiklarna 15 och 16, föreskriva att de åtgärder under punkt 1 a i - vii som avser produkter som framställs direkt från skördat material av en skyddad sort som omfattas av bestämmelserna i punkt 2 genom användning av det skördade materialet utan tillstånd, skall kräva förädlarens tillstånd, om förädlaren inte har haft en rimlig möjlighet att utöva sin rätt med avseende på det skördade materialet.

4. [Möjliga ytterligare åtgärder] Varje fördragsslutande part får föreskriva, om inte annat följer av artiklarna 15 och 16, att andra åtgärder än dem som avses i punkt 1 a i - vii också skall kräva förädlarens tillstånd.

5 .[Väsentligen avledda sorter och vissa andra sorter] a) Bestämmelserna i punkt 1- 4 skall även tillämpas med avseende på

i) sorter som är väsentligen avledda från den skyddade sorten, om inte denna sort i sig också är en väsentligen avledd sort,

ii) sorter som inte är tydligt särskiljbara i förhållande till den skyddade sorten i enlighet med artikel 7,

iii) sorter vilkas framställning kräver upprepad användning av den skyddade sorten.

b) Vid tillämpningen av a i skall en sort anses vara väsentligen avledd från en annan sort, i det följande kallad "den ursprungliga sorten", när

i) den är väsentligen avledd från den ursprungliga sorten eller från en sort som också är väsentligen avledd från den ursprungliga sorten, samtidigt som den bibehåller uttrycken av de väsentliga kännetecken som är ett resultat av den ursprungliga sortens genotyp eller kombination av genotyper,

ii) den är tydligt särskiljbar i förhållande till den ursprungliga sorten, och

iii) den, bortsett från skillnader som beror på avledningsprocessen, överensstämmer med den ursprungliga sorten beträffande uttryck av de väsentliga kännetecken som är ett resultat av den ursprungliga sortens genotyp eller kombination av genotyper.

c) Väsentligen avledda sorter kan erhållas t.ex. genom urval av en naturlig eller framkallad mutant, eller av en somaklonal variant, urval av en avvikande individ från växter av den ursprungliga sorten, återkorsning, eller förändring med användning av genteknik.

Artikel 15

Undantag från förädlarrätten

1. [*Obligatoriska undantag*] Förädlarrätten skall inte omfatta

- i) åtgärder av privat natur och för icke-kommersiella syften,
- ii) åtgärder som utförs i experimentsyfte,
- iii) åtgärder som utförs i syfte att förädla fram andra sorter och,

utom då bestämmelserna i artikel 14.5 gäller, de åtgärder som avses i artikel 14.1 — 14.4 i fråga om sådana andra sorter.

2. [*Icke-obligatoriskt undantag*] Utan hinder av vad som sägs i artikel 14 får varje fördragsslutande part inom rimliga gränser och utan åsidosättande av skyddet av förädlarens legitima intressen begränsa förädlarrätten i fråga om en sort för att tillåta jordbrukare att, för förökningsändamål på sin mark, använda den skördeprodukt som de har erhållit genom att på sin mark odla den skyddade sorten eller en sort som omfattas av artikel 14.5 a i eller 14.5 a ii.

Artikel 16

Konsumtion av förädlarrätten

1. [Konsumtion av rätten] Förädlarrätten skall inte omfatta åtgärder i fråga om material av den skyddade sorten eller av en sort som omfattas av bestämmelserna i artikel 14.5, som har sålts eller på annat sätt saluförts av förädlaren eller med dennes samtycke inom den berörda fördragsslutande partens territorium, eller material som är avlett från detta material, om inte åtgärderna

i) innebär vidareförökning av sorten i fråga, eller
ii) innebär export av material av sorten, som möjliggör förökning av sorten, till ett land som inte skyddar sorter av det växtsläkte eller den växtart som sorten tillhör, utom när det exporterade materialet är avsett för slutlig konsumtion.

2. [*Innebörden av "material"*] Vid tillämpningen av punkt 1 avser "material" med avseende på en sort

- i) allt slags förökningsmaterial,
- ii) skördat material, inklusive hela växter och delar av växter, och
- iii) alla produkter som framställs direkt av det skördade materialet.

3. [*"Territorium" i vissa fall*] Vid tillämpningen av punkt 1 får alla de fördragsslutande parter som är medlemmar av en och samma mellanstatliga organisation handla gemensamt, där organisationens förordningar kräver detta, för att likställa handlingar som har utförts på denna organisations medlemmars territorium med handlingar som har utförts på deras egna territorier och skall, om så sker, underrätta generalsekreteraren.

Artikel 17

Begränsningar av utövandet av förädlarrätten

1. [*Allmänt intresse*] Om inte annat uttryckligen föreskrivs i denna konvention, får en fördragsslutande part inte begränsa det fria utövandet av förädlarrätten av andra hänsyn än allmänt intresse.

2. [*Skälig ersättning*] När en sådan begränsning innebär att tredje man tillåts utföra en åtgärd som kräver förädlarens tillstånd, skall den berörda fördragsslutande parten vidta alla nödvändiga åtgärder för att säkerställa att förädlaren erhåller skälig ersättning.

Artikel 18

Åtgärder för reglering av handel

Förädlarrätten skall vara oberoende av varje åtgärd som en fördragsslutande part vidtar för att inom sitt territorium reglera produktion, certifiering och saluföring av material av sorter eller import eller export av sådant material. Sådana åtgärder skall under inga omständigheter påverka tillämpningen av bestämmelserna i denna konvention.

Artikel 19

Förädlarrättens varaktighet

1. [*Skyddstid*] Förädlarrätten skall beviljas för en bestämd tid.

2. [*Minimiperiod*] Denna period skall inte understiga 20 år räknat från den dag då förädlarrätten beviljas. För träd och vinstockar skall denna period inte understiga 25 år räknat från denna dag.

KAPITEL VI

SORTBENÄMNING

Artikel 20

Sortbenämning

1. [*Beteckning av sorter med benämningar; användning av benämningen*] a) Sorten skall betecknas med en benämning som skall vara dess generiska beteckning.

b) Varje fördragsslutande part skall, om inte annat följer av punkt 4, tillse att inga rättigheter i fråga om den beteckning som har registrerats som sortbenämning hindrar den fria användningen av denna benämning i förening med sorten, och detta även efter det att förädlarrätten har upphört att gälla.

2. [*Benämningens kännetecken*] Benämningen skall göra det möjligt att identifiera sorten. Den får inte bestå av enbart siffror, utom i fall där detta är allmänt tilläpplad praxis för att beteckna sorter. Den får inte vara vilseledande eller ägnad att orsaka förväxling i fråga om sortens egenskaper, värde eller identitet eller i fråga om förädlarens identitet. Den skall särskilt skilja sig från varje benämning som i någon av de fördragsslutande parternas territorium betecknar en redan befintlig sort av samma eller en närbesläktad växtart.

3. [*Registrering av benämningen*] Uppgift om sortbenämningen skall av förädlaren ges in till myndigheten. Om det visar sig att benämningen inte uppfyller kraven i punkt 2, skall myndigheten vägra att registrera den och anmoda förädlaren att inom föreskriven tid föreslå en annan benämning. Benämningen skall registreras av myndigheten samtidigt som förädlarrätten beviljas.

4. [*Tredje mans äldre rättigheter*] Tredje mans äldre rättigheter skall inte påverkas. Om på grund av en äldre rättighet någon, som i enlighet med bestämmelserna i punkt 7 är skyldig att använda en sortbenämning är förhindrad att göra detta, skall myndigheten anmoda förädlaren att föreslå en annan sortbenämning.

5. [*En och samma benämning hos samtliga fördragsslutande parter*] Om förädlarrätt söks i flera fördragsslutande parter, måste det ske under en och samma benämning. Myndigheten i varje fördragsslutande part skall registrera den benämning som har uppgetts, såvida myndigheten inte finner att benämningen är olämplig inom dess territorium. I sådant fall får myndigheten anmoda förädlaren att föreslå en annan benämning.

6. [*Information mellan myndigheterna i fördragsslutande parter*] Den fördragsslutande partens myndighet skall tillse att myndigheterna i samtliga andra fördragsslutande parter hålls underrättade om sortbenämningar, särskilt vad gäller inlämnande, registrering och upphävande av benämningar. Varje myndighet får översända eventuella invändningar mot registrering av en sortbenämning till den myndighet som lämnade underrättelse om benämningen.

7. [*Skyldighet att använda benämningen*] Den som inom en av de fördragsslutande parternas territorium utbjuder till försäljning eller saluför förökningsmaterial av en sort som är skyddad inom detta territorium är skyldig att använda sortbenämningen, och detta gäller även efter det att förädlarrätten i fråga om den sorten har upphört att gälla, såvida inte äldre rättigheter utgör hinder mot sådan användning i enlighet med bestämmelserna i punkt 4.

8. [*Beteckningar som används tillsammans med benämningar*] När en sort utbjuds till försäljning eller saluförs får till den registrerade sortbenämningen fogas ett varumärke, ett firmanamn eller en liknande beteckning. Om en sådan beteckning har tillfogats måste emellertid sortbenämningen vara lätt urskiljbar.

KAPITEL VII

OGILTIGFÖRKLARANDE OCH UPPHÄVANDE AV FÖRÄDLARRÄTTEN

Artikel 21

Ogiltigförklarande av förädlarrätten

1. [*Grunder för ogiltigförklaring*] Varje fördragsslutande part skall ogiltigförklara en förädlarrätt som den har beviljat, om det fastställs att

i) de villkor som anges i artiklarna 6 eller 7 inte var uppfyllda vid tidpunkten för beviljande av förädlarrätten,

ii) i fall när beviljandet av förädlarrätten huvudsakligen grundade sig på uppgifter och handlingar som tillhandahållits av förädlaren, de villkor som anges i artiklarna 8 eller 9 inte var uppfyllda vid tidpunkten för beviljandet av förädlarrätten,

iii) förädlarrätten har beviljats en person som inte är berättigad till den, om den inte överförs till den person som är berättigad till den.

2. [*Uteslutande på andra grunder*] Förädlarrätten får inte förklaras ogiltig på andra grunder än dem som anges i punkt 1.

Artikel 22

Upphävande av förädlarrätten

1. [*Orsaker till upphävande*] a) Varje fördragsslutande part får upphäva en förädlarrätt som den har beviljat, om det fastställs att de villkor som fastställs i artiklarna 8 eller 9 inte längre är uppfyllda.

b) Varje fördragsslutande part får vidare upphäva en förädlarrätt som den har beviljat, om förädlaren inte inom föreskriven tid och efter uppmaning

i) tillhandahåller myndigheten de uppgifter och handlingar och det material som anses nödvändiga för att kontrollera att sorten vidmakthålls,

ii) betalar de avgifter som i förekommande fall krävs för att hans rätt skall bestå, eller

iii) föreslår, om benämningen för sorten hävs efter beviljandet av rätten, en annan lämplig benämning.

2. [*Uteslutande av andra orsaker*] Förädlarrätten får inte upphävas av andra orsaker än dem som anges i punkt 1.

KAPITEL VIII

UNIONEN

Artikel 23

Medlemmar

De fördragsslutande parterna skall vara medlemmar i unionen.

Artikel 24

Rättslig ställning och säte

1. [*Juridisk person*] Unionen är en juridisk person.
2. [*Rättskapacitet*] Unionen åtnjuter på varje fördragsslutande parts territorium och i enlighet med de lagar som är tillämpliga i detta territorium erforderlig rättskapacitet för att unionens ändamål skall kunna uppfyllas och för att dess uppgifter skall kunna utföras.
3. [*Säte*] Unionens och dess permanenta organs säte ligger i Genève.
4. [*Överenskommelse om huvudkontor*] Unionen har en överenskommelse om säte med Schweiziska Edsförbundet.

Artikel 25

Organ

Unionens permanenta organ är rådet och unionens byrå.

Artikel 26

Rådet

1. [Sammansättning] Rådet skall bestå av företrädare för unionsmedlemmarna. Varje unionsmedlem skall utse en företrädare till rådet och en ersättare. Företrädarna eller ersättarna får åtföljas av assistenter eller rådgivare.

2. [Tjänstemän] Rådet skall bland sina medlemmar välja en ordförande och en förste vice ordförande. Det får välja ytterligare vice ordförande. Vid förfall för ordföranden ersätts denne av förste vice ordföranden. Uppdrag som ordförande avser en tid av tre år.

3. [Sammanträden] Rådet skall sammanträda på ordförandens kallelse. Det skall hålla ordinarie sammanträde en gång om året. Dessutom får ordföranden sammankalla rådet på eget initiativ; han skall sammankalla rådet inom tre månader när minst en tredjedel av unionsmedlemmarna har gjort framställning härom.

4. [Observatörer] Stater som inte är medlemmar i unionen får bjudas in att delta i rådets sammanträden som observatörer. Till dessa sammanträden får också andra observatörer eller sakkunniga bjudas in.

5. [Uppgifter] Rådets uppgifter skall vara att

- i) undersöka lämpliga åtgärder för att skydda unionens intressen och främja dess utveckling,
- ii) fastställa sin arbetsordning,
- iii) utse en generalsekreterare och, om rådet anser det vara nödvändigt, en vice generalsekreterare samt bestämma deras anställningsvillkor,
- iv) granska årsberättelsen över unionens verksamhet och fastställa programmet för unionens framtida arbete,
- v) ge generalsekreteraren alla nödvändiga instruktioner för att unionens uppgifter skall kunna fullgöras,
- vi) fastställa unionens administrativa och finansiella reglemente,
- vii) granska och godkänna unionens budget och fastställa bidrag för varje unionsmedlem,
- viii) granska och godkänna de räkenskaper som läggs fram av generalsekreteraren,
- ix) fastställa tid och plats för de konferenser som avses i artikel 38 och vidta nödvändiga åtgärder för att förbereda dessa,
- x) i övrigt fatta alla de beslut som behövs för att säkerställa ett ändamålsenligt utövande av unionens verksamhet.

6. [Röstning] Varje unionsmedlem som är en stat skall ha en röst i rådet.

b) En fördragsslutande part som är en mellanstatlig organisation får, i frågor där den har behörighet, utöva sina medlemsstaters rösträtt då dessa är medlemmar i unionen. En sådan mellanstatlig organisation får inte utöva sina medlemsstaters rösträtt om dess medlemsstater själva utövar sin rösträtt, ej heller tvärtom.

7. [*Majoritet*] Rådets beslut skall fattas med enkel majoritet av de avgivna rösterna; för beslut enligt punkterna 5 ii, 5 vi och 5 vii och enligt artiklarna 28.3, 29.5 *b* och 38.1 krävs dock tre fjärdedels majoritet av de avgivna rösterna. Nedlagda röster skall anses som icke avgivna.

Artikel 27

Unionens byrå

1. [*Unionens byrås uppgifter och ledning*] Unionens byrå skall fullgöra alla uppdrag och åligganden som rådet har anförtrott den. Byrån skall ledas av generalsekreteraren.

2. [*Generalsekreterarens åligganden*] Generalsekreteraren skall vara ansvarig inför rådet; han skall tillse att rådets beslut verkställs. Han skall lägga fram budgeten för rådets godkännande och svara för att den genomförs. Han skall inför rådet redovisa för sin förvaltning och för unionens verksamhet och finansiella ställning.

3. [*Personal*] Om inte annat följer av bestämmelserna i artikel 26.5 iii skall villkoren för utnämning och anställning av den personal som är nödvändig för unionens byrås verksamhet anges i det administrativa och finansiella reglementet.

Artikel 28

Språk

1. [*Språk som används av byrån*] Unionens byrå skall använda engelska, franska, tyska och spanska språken när den fullgör sina uppgifter.

2. [*Språk som används vid vissa sammanträden*] Rådets sammanträden och revisionskonferenserna skall hållas på dessa fyra språk.

3. [*Ytterligare språk*] Rådet får, om så behövs, bestämma att ytterligare språk skall användas.

Artikel 29

Finanser

1. [*Inkomster*] Unionens utgifter skall täckas

- i) av unionsstaternas årliga bidrag,
- ii) av ersättningar för utförda tjänster,
- iii) av andra inkomster.

2. [*Bidrag: enheter*] a) Varje unionsstats andel av det sammanlagda beloppet av årliga bidrag skall bestämmas på grundval av det sammanlagda utgiftsbelopp som skall täckas med bidrag från unionsstaterna och det antal bidragsenheter som gäller för den staten enligt punkt 3. Denna andel skall beräknas i enlighet med punkt 4.

b) Antalet bidragsenheter skall uttryckas i hela enheter eller i delar av enheter, varvid ingen del dock får vara mindre än en femtedel.

3. [*Bidrag: varje medlems andel*] a) Det antal bidragsenheter som skall gälla för en unionsmedlem som är part i 1961/1972 års akt eller 1978 års akt den dag den blir bunden av denna konvention skall vara detsamma som det antal som gällde för den omedelbart före denna dag.

b) Övriga unionsstater skall vid sin anslutning till unionen ange i en förklaring till generalsekreteraren det antal bidragenheter som skall gälla för den staten.

c) En unionsstat får när som helst i en förklaring till generalsekreteraren ange ett antal bidragenheter som skiljer sig från det som gäller för den staten enligt *a* eller *b*. Avges förklaringen under de första sex månaderna av ett kalenderår skall den träda i kraft vid början av följande kalenderår; i annat fall skall den träda i kraft vid början av det andra kalenderåret efter det år under vilket förklaringen gjordes.

4. [*Bidrag: beräkning av andelar*] a) För varje budgetperiod erhålls det belopp som motsvarar en bidragsenhet genom att dela det sammanlagda utgiftsbelopp som skall täckas under denna period med bidrag från unionsstaterna med det sammanlagda antalet enheter som gäller för dessa unionsstater.

b) Varje unionsstats bidragsbelopp erhålls genom att multiplicera det belopp som motsvarar en bidragsenhet med det antal bidragenheter som gäller för den unionsstaten.

5. [*Försenad betalning av bidrag*] En unionsstat som inte i rätt tid har betalat sitt bidrag får inte utöva sin rösträtt i rådet, om det försenade beloppet motsvarar eller överstiger det bidragsbelopp som den staten är skyldig att betala för det närmast föregående hela året, om inte annat följer av vad som sägs i *b*. Indragningen av rösträtten befriar inte denna unionsstat från dess förpliktelser enligt konventionen och berövar den inte några andra rättigheter enligt konventionen.

b) Rådet får medge att en sådan unionsstat behåller rösträtten så länge rådet anser att dröjsmålet beror på utomordentliga och oundvikliga omständigheter.

6. [*Revision*] Revision av unionens räkenskaper skall utföras av en av unionsstaterna i enlighet med vad som sägs i det administrativa och finansiella reglementet. Denna stat skall efter eget samtycke utses av rådet.

7. [*Bidrag från mellanstatliga organisationer*] En fördragsslutande part som är en mellanstatlig organisation skall inte vara skyldig att betala bidrag. Om den ändå väljer att betala bidrag, skall bestämmelserna i punkt 1–4 därvid tillämpas.

KAPITEL IX

INFÖRLIVANDE AV KONVENTIONEN; ANDRA ÖVERENSKOMMELSER

Artikel 30

Införlivande av konventionen

1. [*Införlivandeåtgärder*] Varje fördragsslutande part skall vidta alla nödvändiga åtgärder för tillämpningen av denna konvention; den skall särskilt

i) tillse att det finns lämpliga rättsliga medel som gör det möjligt att effektivt hävda förädlarnas rättigheter;

- ii) upprätthålla en myndighet med uppgift att bevilja förädlarrätter eller överlämna denna uppgift till en myndighet som upprätthålls av en annan fördragsslutande part;
- iii) säkerställa att allmänheten informeras genom regelbundet offentliggörande av information rörande
 - ansökningar om och beviljande av förädlarrätter, och
 - föreslagna och godkända benämningar.

2. [Överensstämmelse med lagar] Det är underförstått att varje stat eller mellanstatlig organisation, när den deponerar sitt instrument rörande ratifikation, antagande, godkännande eller anslutning, skall vara i stånd att i enlighet med sin lagstiftning genomföra denna konventions bestämmelser.

Artikel 31

Förhållandet mellan fördragsslutande parter och stater bundna av tidigare akter

1. [Förhållandet mellan stater som är bundna av denna konvention] Mellan unionsstater, som är bundna både av denna konvention och tidigare akter av konventionen, skall endast denna konvention vara tillämplig.

2. [Möjligt förhållande med stater som inte är bundna av denna konvention] En unionsstat som inte är bunden av denna konvention får genom meddelande till generalsekretären förklara att den kommer att tillämpa den senaste akten som den är bunden av i förhållande till varje medlem av unionen som är bunden endast av denna konvention. Efter utgången av en frist på en månad från dagen för detta meddelande och till dess att den unionsstat som avger förklaringen blir bunden av denna konvention, skall denna unionsmedlem tillämpa den senaste akten som den är bunden av i förhållande till varje unionsmedlem som endast är bunden av denna konvention, samtidigt som den senare staten skall tillämpa denna konvention i förhållande till den förra staten.

Artikel 32

Särskilda överenskommelser

Unionsmedlemmarna förbehåller sig rätten att sinsemellan träffa särskilda överenskommelser för skydd av sorter i den mån dessa överenskommelser inte strider mot denna konvention.

KAPITEL X

SLUTLIGA BESTÄMMELSER

Artikel 33

Undertecknande

Denna konvention är öppen för undertecknande av varje stat som är medlem i unionen den dag konventionen antas. Den är öppen för undertecknande till och med den 31 mars 1992.

Artikel 34

Ratifikation, antagande eller godkännande; anslutning

1. [*Stater och vissa mellanstatliga organisationer*] a) En stat kan på det sätt som föreskrivs i denna artikel bli part i denna konvention.

b) En mellanstatlig organisation kan på det sätt som fastställs i denna artikel bli part i denna konvention om den

i) har behörighet med avseende på de frågor som regleras genom denna konvention,

ii) har en egen lagstiftning som omfattar beviljande och skydd av förädlarens rättigheter och som är bindande för alla dess medlemsstater, och

iii) vederbörligen har bemyndigats, i enlighet med dess interna förfaranden, att ansluta sig till denna konvention.

2. [*Instrument för anslutning*] En stat, som har undertecknat denna konvention, skall bli part i denna konvention genom att deponera ett ratifikationsinstrument, antagande eller godkännande. En stat, som inte har undertecknat denna konvention eller en mellanstatlig organisation, blir part i denna konvention genom att deponera ett instrument om anslutning till denna konvention. Instrument om ratifikation, antagande, godkännande eller anslutning skall deponeras hos generalsekreteraren.

3. [*Utlåtande av rådet*] En stat, som inte är medlem i unionen eller en mellanstatlig organisation, skall, innan de deponerar sitt anslutningsinstrument, begära ett utlåtande av rådet om huruvida statens lagstiftning är i överensstämmelse med bestämmelserna i denna konvention. Om det beslut som innehåller utlåtandet är positivt, får anslutningsinstrumentet deponeras.

Artikel 35

Förbehåll

1. [*Princip*] Om inte annat följer av punkt 2, skall inga förbehåll mot denna konvention vara tillåtna.

2. [*Möjliga undantag*] a) Trots bestämmelserna i artikel 3.1 skall en stat som vid den tidpunkt den blir part i denna konvention är en part i 1978 års akt och som, i fråga om sorter som förökas asexuellt, tillåter annat industriellt rättsskydd än förädlarrätt ha rätt att fortsätta att göra detta utan att tillämpa denna konvention på dessa sorter.

b) En stat som utnyttjar denna rätt skall vid tidpunkten för deponering av sitt ratifikationsinstrument, antagande, godkännande eller anslutning meddela generalsekreteraren därom. Samma stat får när som helst dra tillbaka detta meddelande.

Artikel 36

Meddelande rörande lagstiftning och de växtsläkten och växtarter som skyddas; upplysningar som skall publiceras

1. [*Första underrättelse*] När en stat eller en mellanstatlig organisation deponerar sitt instrument om ratifikation, antagande eller godkännande av eller anslutning till denna konvention skall den tillställa generalsekreteraren

i) dess lagstiftning rörande förädlarrätt, och

ii) en förteckning över de växtsläkten och växtarter på vilka den från den dag då den blir bunden av denna konvention kommer att tillämpa konventionens bestämmelser.

2. [*Underrättelse om ändringar*] Varje fördragsslutande part skall omgående meddela generalsekreteraren om

- i) eventuella ändringar i dess lagstiftning som reglerar förädlarrätten, och
- ii) eventuell utvidgning av tillämpningen av denna konvention till andra växtsläkten och växtarter.

3. [*Publicering av upplysningarna*] Generalsekreteraren skall på grundval av de underrättelser som han mottar från den berörda fördragsslutande parten publicera upplysningar om

- i) den lagstiftning som reglerar förädlarrätten och eventuella ändringar i den lagstiftningen, och
- ii) den förteckning över växtsläkten och växtarter som avses i punkt 1 ii och den eventuella utvidgning som avses i punkt 2 ii.

Artikel 37

Ikraftträdande; stängning av tidigare akter

1. [*Första ikraftträdande*] Denna konvention träder i kraft en månad efter det att fem stater har deponerat sina instrument rörande ratifikation, antagande, godkännande eller anslutning, under förutsättning att minst tre av dessa instrument har deponerats av stater som är parter i 1961/1972 års akt eller 1978 års akt.

2. [*Efterföljande ikraftträdande*] En stat som inte omfattas av punkt 1 eller en mellanstatlig organisation skall bli bunden av denna konvention en månad efter den dag då den deponerade sitt instrument rörande ratifikation, antagande, godkännande eller anslutning.

3. [*Stängning av 1978 års akt*] Ett instrument rörande anslutning till 1978 års akt får inte deponeras efter det att denna konvention träder i kraft enligt punkt 1, med undantag för stater, som i överensstämmelse med FN:s generalförsamlings fastställda praxis betraktas som utvecklingsländer, vilka får deponera ett sådant instrument fram till den 31 december 1995, och övriga stater som får deponera ett sådant instrument fram till den 31 december 1993, även om denna konvention träder i kraft före denna dag.

Artikel 38

Revidering av konventionen

1. [*Konferens*] Denna konvention får revideras av en konferens av unionsmedlemmarna. Rådet skall besluta om sammankallandet av en sådan konferens.

2. [*Beslutsmässighet och majoritet*] Konferensen skall vara beslutsmässig endast om minst hälften av unionsstaterna är företrädna vid konferensen. För antagande av en revidering skall tre fjärdedels majoritet krävas av den unionsstat som deltar och röstar i konferensen.

Artikel 39

Uppsägning

1. [*Meddelanden*] En fördragsslutande part får säga upp denna konvention genom meddelande till generalsekreteraren. Generalsekreteraren skall omgående underrätta alla unionsmedlemmar om att han har mottagit detta meddelande.

2. [*Tidigare akter*] Meddelande om uppsägning av denna konvention skall även anses utgöra meddelande om uppsägning av tidigare akter som den fördragsslutande part som säger upp denna konvention är bunden av.

3. [*Tidpunkt för ikraftträdande*] Uppsägningen träder i kraft vid utgången av det kalenderår som följer det år under vilket generalsekreteraren mottog meddelandet.

4. [*Förvärvade rättigheter*] Uppsägningen skall inte inverka på de rättigheter som har förvärvats för en sort på grund av denna konvention eller tidigare akter före den dag då uppsägningen träder i kraft.

Artikel 40

Upprätthållande av äldre rättigheter

Denna konvention skall inte begränsa de rättigheter för förädlare som förut har förvärvats enligt de fördragsslutande parternas lagstiftning eller med stöd av en tidigare akt eller en annan överenskommelse än denna konvention mellan unionsmedlemmarna.

Artikel 41

Konventionens ursprungliga och officiella texter

1. [*Original*] Denna konvention skall undertecknas i ett originalexemplar på engelska, franska och tyska språken; vid bristande överensstämmelser mellan dessa texter har den franska texten vitsord. Detta exemplar skall deponeras hos generalsekreteraren.

2. [*Officiella texter*] Efter överläggningar med de berörda regeringarna skall generalsekreteraren upprätta officiella texter på arabiska, nederländska, italienska, japanska och spanska språken och på de ytterligare språk som rådet beslutar.

Artikel 42

Depositariens uppgifter

1. [*Överlämnande av kopior*] Generalsekreteraren skall överlämna två bestyrkta kopior av denna konvention till alla stater och mellanstatliga organisationer som var företrädare vid den diplomatiska konferens som antog konventionen och till varje annan stat eller mellanstatlig organisation som begär det.

2. [*Registrering*] Generalsekreteraren skall låta registrera denna konvention hos Förenta Nationernas sekretariat.